

le monde libertaire

L'émancipation des travailleurs passera par l'autogestion



Beaucoup de mains et un seul cœur pour lutter !

M 02137 - 1424 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

«Quiconque me parle de Dieu en veut à ma bourse ou à ma liberté.» Pierre-Joseph Proudhon

hebdo n° 1424

du 2 au 8 février 2006

Sommaire



Société de consommation à base de képis, par A. Sulfide, page 4

De l'homophobie... par P. Schindler, page 5

L'autruche ne part pas au ski !, par F. Ladriss, page 5

Brèves tous azimuts, page 6

Nouvelles des fronts, par Hugues, page 7

Des anarchistes israéliens **au village palestinien de Bil'in**, anarkismo.net, page 8

Dossier autogestion : entretien avec Daniel de la CNT-PTT, page 9

Autogestion : l'Autogestion anarchiste, page 11

Autogestion : XXV^e congrès de la Fédération anarchiste italienne, page 13

Autogestion : l'exemple argentin, par Miguel Angel Solis, page 14

Vivre avec la crise, de David Futerman, par Solange Bidault, page 15

Riviera, interview de Vahina Giocante, par Heike Hurst, page 17

Neuilly, une ville plus bleue, par Alex, page 19

Ici l'ombre, boum! et chroniques alternatives, page 20

L'interprétation du **Coran**, par E. Vilain, page 21

Augustin Souchy, Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

En fin de règne, notre président de la République commence à se demander ce qui restera de sa décennie au pouvoir. Lors de sa dernière campagne électorale, il avait promis aux restaurateurs, domaine professionnel où le Smic est le plus bas et où l'exploitation est l'une des plus fortes (non-paiement des heures supplémentaires, cadences infernales...), de baisser leur TVA à 5,5 %. En tant que partisan de l'égalité économique, cette baisse de TVA aurait de quoi nous séduire, cette taxe étant l'une des plus inégalitaires qui soit. Mais la catégorie socioprofessionnelle, pour laquelle notre chef de l'État s'est battu sans espoir au sommet européen, regorge de petits boutiquiers lepénistes qui n'auraient eu aucune intention de répercuter ce pourboire présidentiel sur leurs consommateurs, mais bien au contraire de se mettre dans la poche ce surplus de bénéfice. Une autre occasion de montrer sa magnanimité est le paragraphe de la loi destiné à rendre aux harkis leur dignité que les gouvernements français leur avaient spoliée, dans lequel des nostalgiques de l'OAS avaient glissé en catimini une obligation pour les enseignants de mettre en valeur le rôle positif de la colonisation. Bien sûr, dans le cadre de cette loi, il n'est pas fait allusion à la colonisation des Gaulois par les Francs. Il s'agit de cette atroce parenthèse coloniale en Afrique initiée par Badinguet – l'empereur d'opérette qui assit la dictature bourgeoise des maîtres des forges, des banquiers et autres grands industriels – et établie par les républicains massacreurs de la Commune de Paris. Bottant en touche vers le conseil constitutionnel, le croquant nous donne encore une fois un aperçu de sa veulerie.

Pendant ce temps, le gouvernement essaie de nous faire prendre des vessies pour des lanternes en nous présentant la casse du Code du travail comme une formidable chance pour les moins de 25 ans et les plus de 50 ans d'entrer ou de rester dans le monde du travail. Il faut être vraiment abrutis de propagande pour ne pas voir dans ces nouveaux contrats d'embauche un pas vers la généralisation de la précarité. Les grandes entreprises multinationales comme SEB tentent de nous faire comprendre que jamais nous ne serons concurrentiels face aux ouvriers chinois, et que nous devons nous résigner. Plutôt que de nous résigner à être les jouets jetables des boursicoteurs en manque de plus-value, il est temps de nous lever, de nous émanciper de tous ces doryphores qui nous épuisent, pour, ensemble, prendre nos affaires en main et les gérer nous-mêmes.

Le CPE

contrat de précarité et d'esclavage

LE GOUVERNEMENT CONTINUE et accentue sa politique antisociale de démolition des acquis sociaux et du droit du travail. Nouvel avatar prévu pour les jeunes, le « contrat première embauche » qui instaure, comme le « contrat nouvelle embauche », une période d'essai de deux ans durant laquelle le patron peut virer les gens du jour au lendemain par une simple lettre recommandée avec accusé de réception.

La bataille idéologique a commencé au niveau des médias pour nous faire accepter ce nouveau contrat, et le gouvernement nous traite encore de « réactionnaires ». Rappelons-nous les propos de M^{me} Parisot, nous incitant à accepter la précarité du travail puisque tout dans la vie est précaire (l'amour, la santé). C'est justement parce que tout est précaire que le mouvement ouvrier s'est doté de formes de solidarité sociale (assurance chômage, maladie, mutuelles, etc.).

La crainte que l'on puisse avoir, c'est justement par rapport à la représentation du travail chez les jeunes. Nombreux sont celles et ceux qui ne se voient pas faire le même boulot pendant quarante ans. Cet état d'esprit peut très bien être mis à profit par le gouvernement et le patronat. Ils oublient un peu vite que le « contrat à durée indéterminée » n'est pas une communion avec l'entreprise qui deviendrait sa nouvelle famille (avec le patron pour papa, beurk!), mais qu'il offre une sécurité en matière de droit du travail, des droits supplémentaires, des indemnités en cas de licenciement, des droits à la formation.

Dire que le CPE est un CDI, mais avec une période d'essai de deux ans, est une vaste escroquerie. Dire que les jeunes auront droit à des indemnités quelle que soit la durée de travail est une vaste escroquerie. Dire que les jeunes auront droit à de la formation professionnelle est une vaste escroquerie.

Non aux luttes divisées

De leur côté, que préparent les syndicats et les autres organisations « représentatives » ? Une manifestation, le 7 février, soit une semaine après sa discussion au Parlement. Le temps de

mobiliser, me direz-vous. Du temps perdu, oui. De leur côté, les fonctionnaires sont appelés à manifester le 2 février pour la défense du pouvoir d'achat. Triste perspective d'une journée molle dont on n'attend que peu de choses si ce n'est la perte d'une journée de salaire. Sûr qu'avec ces minigrèves clairessemées tout au long de l'année, on va aider l'État à boucler son budget ! On pourra alors réclamer des miettes.

S'organiser pour mieux lutter

Certes, il faut du temps pour faire passer l'info et s'organiser – d'où le rôle et l'utilité des syndicats et autres collectifs, réseaux, groupes de lutte permanente dont la réactivité doit être rapide et efficace. Les jeunes lycéens ont gardé les réseaux de lutte de l'année dernière et sont prêts à repartir dans la bataille, même si certains en ont soupé des coups de matraque, des procès, des intimidations de toutes sortes.

Comme toujours, c'est de la base que doit venir l'esprit de révolte. Les jeunes commencent à s'organiser. Espérons qu'ils seront présents dans la rue le plus tôt possible, qu'ils rejoindront les cortèges syndicaux (du 2 février, par exemple) en les dynamisant.

Les mois prochains doivent permettre de faire le lien entre tous les travailleurs (du privé et du public), les privés d'emploi et les futurs salariés :

- Pour la défense et l'amélioration des salaires, mais aussi des conditions de travail, pour la réduction du temps de travail et l'embauche sur la base de CDI,

- Pour le partage des richesses, c'est-à-dire l'arrêt, y compris violemment, de la spéculation boursière, la réappropriation des biens par la collectivité.

- Pour la mise en place d'alternatives et d'expérimentations sociales anticapitalistes, pour la réappropriation par les salariés des entreprises en liquidation.

Les anarchistes ont toute leur place dans ces combats.

Fred

groupe Proudhon FA, Besançon

Société de consommation

à base de képis *



L'ÉTAT N'EST DÉCIDÉMENT PAS À LA MODE. Paré de l'état d'urgence, il se donnait des airs de Papon. Voilà maintenant qu'il dépoussière une vieille panoplie sortie tout droit de la garde-robe de Pétain.

Il s'agit d'une « réserve citoyenne de la police nationale », dont la création a été récemment annoncée par Nicolas Sarkozy. Cette réserve accueillera les volontaires qui « veulent donner un peu de leur temps pour apporter leur contribution à la création d'une meilleure sécurité ». Ai-je bien entendu ? Est-ce l'État lui-même qui, par la voix du premier flic de France, appelle le peuple à la rescousse ? On ne ferait une chose pareille que rendu aux dernières extrémités... Restez assis, pour l'heure, l'Autorité ne sent pas le sapin. Juste la vieille naphthaline des années 1930.

Ces réservistes « seront agréés par la police, porteront des signes distinctifs », mais « n'auront aucune prérogative de puissance publique, ne seront pas armés, ne participeront à aucune mission de police », ils effectueront des « missions de médiation, de relation avec la population, de sensibilisation à la loi et à la bonne conduite ». Un genre de milice « light », en somme.

En passant, il serait intéressant de savoir sur quels critères et qualifications ces nouveaux boys scouts de la sécurité publique seront recrutés. Il paraît en effet peu probable que les cogens tolèrent que de tels subalternes brillent par des compétences supérieures, et portent ainsi ombrage à leur inégalable savoir-faire.

« Il s'agit de permettre aux bonnes volontés, aux associations qui nous ont sollicités, de faciliter et d'apaiser les relations entre la police et certains membres de la population, de mettre en garde des gens au comportement agressif ou prédélicteux. » C'est charmant. Et quand, pour quelques mots de travers, certaines situations auront dégénéré, ces bonnes

volontés citoyennes réclameront à grands cris le genre d'équipement qui permet aux flics, aux vrais flics, d'avoir à peu près toujours le dernier mot.

On peut émettre des doutes à ce que des contribuables zélés se tapent à l'œil (au beurre noir) la mission de redorer le blason policier – celui-là même que l'impôt finance – mais, tout bien réfléchi, la surenchère sécuritaire à laquelle pouvoirs publics et médias confondus nous habituent de jour en jour pourrait bien faire avaler cette énième couleuvre.

Le jeu est des plus simples pour qui maîtrise un tant soit peu l'art de la prestidigitation. Voilà l'État qui déplie ses tréteaux pour y poser le problème de l'insécurité. « Approchez, mesdames et messieurs ! Que voyez-vous sur cette table ? Une planète malade, des existences misérables, l'esclavage généralisé ? Eh bien, devant vos yeux éberlués, tout cela va disparaître et de notre mouchoir ne sortira que le fait divers ! » Un tour de passe-passe et un flash télévisé plus loin, c'est chose faite. Applaudissements.

L'exploitation du fait divers est une technique éprouvée consistant à plonger régulièrement la tête du peuple dans la cuvette des chiottes. À le couvrir de sa propre fange. Et, pointant du doigt les immondices, à le mettre en garde contre lui-même. Quelle que soit l'évolution de la criminalité, il faut cette humiliation permanente pour mieux faire admettre au commun des mortels la nécessité de la police et de l'administration judiciaire. Le fait divers permet, à moindres frais, de faire passer le peuple pour un éternel irresponsable.

Mais dans l'ordinaire des affaires pénales, certains dérapages indignent plus que d'autres, et il est frappant qu'à l'occasion de l'affaire d'Outreau, par exemple, l'État convoque l'opinion publique et en appelle à la responsabilité collective. Au moment précis où

notre société se sent plus démunie et désarmée que jamais face à l'arbitraire d'un système qu'une rage inquisitoriale a débridé, il ne faut pas manquer d'audace pour l'appeler ainsi à témoin. Cela étant, cette mémorable fessée, reçue après une certaine canicule, a rappelé au peuple qu'il lui faut garder l'habitude de se faire tanner le cuir. « C'est pour son bien. »

Tout est là. L'aplomb étatique ne serait rien sans la docilité citoyenne. La milice new-look de Nicolas Sarkozy paraît-elle saugrenue quand, tous les jours, les citoyens se soumettent bon gré mal gré aux multiples contrôles effectués au nom de la sécurité publique et, plus fréquemment, commerciale ? Le triomphe du supermarché a banalisé l'examen de la carte d'identité et l'inspection des sacs à main. D'irresponsable, le peuple est passé à l'état d'éternel vaurien.

En déduire par là que le pouvoir agit de connivence avec l'industriel, ce serait osé.

En revanche, dire qu'en chacun de nous sommeille un flic que la frustration du suspect réveillera serait sans doute plus probant. Et l'on mesure encore mal ce qu'une telle schizophrénie pourra engendrer. Maintenant que le problème sécuritaire est systématiquement placé en terrain spéculatif, que l'on nage en plein fantasme, que signifie la « prévention » des « comportements prédélicteux » ? Rien. Tout. Dans ce délire permanent et bientôt collectif, chacun verra menace à sa porte.

Si notre époque cligne de l'œil à Papon et à Pétain, l'avenir pourrait bien appartenir, pour le pire, à Kafka et à Orwell.

André Sulfide

* N'étant pas très doué pour les titres, j'emprunte celui-ci au couplet d'une chanson de Trust, hélas indémodable : Police milice.

Homophobie, quand tu les tiens !

Comme un relent de « déjà vu »

174 parlementaires UMP et UDF ont signé une « entente parlementaire » contre l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Et cela, comme par hasard, quinze jours avant la remise du rapport de la mission présidée par P. Bloche (PS), qui travaille depuis un an sur la filiation et l'organisation du couple. Parmi eux, 171 réclament carrément que les enfants de célibataires soient confiés à la Ddaas ! Act-UP Paris et SOS Homophobie rappellent que les dernières études montrent que les enfants d'homosexuels n'ont ni plus ni moins de problèmes que les autres.

Sans famille « normale », c'est l'anarchie ?

C'est reparti pour un tour : le collectif des « maires pour l'enfance », à l'origine de la pétition contre le mariage célébré à Bègles par Noël Mamère fait reparler de lui, après que deux compagnes lesbiennes ont décidé d'avoir chacune un enfant par insémination et demandé leur reconnaissance mutuelle. Cinquante maires ont pris position contre le mariage homosexuel et rendu publique leur identité. Parmi eux, on retrouve des homophobes et anti-Pacs, comme R. Couderc, maire de Béziers et J.-J. Delmas, maire de Mende. Selon leur porte-parole, 11 762 autres maires auraient pris position dans le même sens sans dévoiler leur nom. Courageux mais pas téméraires, et invérifiable... L'argument mis en avant est : « Leur expertise à propos du sens du mariage et plus globalement de l'institution familiale comme source de repère et de développement social, qui ne peut être balayée du bras au nom de revendications privées et minoritaires : on ne peut délibérément priver certains enfants d'avoir un père et une mère. » Interdisons alors divorces et séparations mutuelles s'il y a des enfants. Après tout, cela ne concernera que des centaines de milliers de familles...

Deux initiatives qui font un peu tache en Europe

Début 2006, les couples non mariés ou homosexuels peuvent adopter un enfant au Royaume-Uni, désormais un des pays les plus libéraux au monde en matière d'adoption et d'homoparentalité. La nouvelle législation introduit également des droits pour les familles d'accueil ou les proches s'occupant d'un enfant éloigné de ses parents, pour raison judiciaire par exemple, en leur permettant d'obtenir un « mandat de parraïnage » jusqu'à sa majorité. Ce document permettra d'éviter que des enfants soient légalement placés sous la responsabilité des autorités locales. Le Royaume-Uni rejoint donc l'Espagne, les Pays-Bas et la Belgique, pays ayant déjà légiféré en ce sens. La Belgique et les Pays-Bas autorisent de plus le mariage homosexuel.

Vanneste condamné pour injures à l'orientation sexuelle

Suite à ses déclarations homophobes réitérées, le député UMP C. Vanneste a été condamné à verser respectivement 3 000 euros à Act-UP, SOS Homophobie et le SNEG¹, qui s'étaient portés partie civile, ainsi qu'à la publication judiciaire de cette condamnation dans le Monde, la Voix du Nord et l'Express. C'est la première fois que la loi sur la liberté de la presse de 2004 est appliquée. Les associations se félicitent de ce verdict, tout en restant conscientes que la décision peut changer en cas d'appel du député qui avait traité les homosuels « d'inférieurs et de menace pour l'humanité ». Le nouveau général Boulanger Sarkozy l'en dissuadera-t-il par pur calcul électoral pour flatter les « communautés » ?

Pour notre part, nous trouvons regrettable que toutes ces avancées sociétales passent par les urnes, les assemblées ou encore par le mariage que nous continuons à trouver contraignant et autoritaire, impliquant un passage devant un maire, un curé, un imam ou un rabbin. Comme si on avait besoin d'eux pour construire nos vies et les mener comme bon nous semble. Libres et responsables.

Patrick Schindler

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. Syndicat national des établissements gays.

Quand l'autruche éternue...

On va voir

« Vous allez voir, je peux avoir des qualités d'étrangleur ottoman », Jean-Paul Huchon, PS.

Le strangulateur d'Istanbul contre la hyène de Neuilly-sur-Seine, voilà le catch qu'on aime !

Inouïe, effectivement

« Nous avons la chance inouïe de faire des choses que nous n'avions pas prévu de faire », De Villepin.

En 2002, on se disait les retraites, ça passera peut-être, la casse de la Sécu idem. Le flicage des chômeurs et les radiations par milliers, là, ça devenait un peu gros. Mais jamais on aurait pensé que les Français nous laisseraient foutre en l'air le Code du travail ! C'est bien simple, au départ, on voulait pas y toucher avant 2030...

Oh oh oh, jolie poupée

« La culture gratuite je ne l'accepte pas, car on ne fera plus de création », Sarkozy.

On peut lui faire confiance, en matière de création Sarkozy s'y entend. Faut dire qu'il a su s'entourer : Christian Clavier pour le cinéma, Johnny pour la chanson, et Bernard Menez pour l'art dramatique...

Déluge

« Le Hamas n'est pas né en 1987. Nos racines remontent au prophète Mahomet », Khalil Aboulella.

Seulement ? C'est bizarre, à lire son programme, je m'imaginais le Hamas beaucoup plus vieux que ça. Que ses délires dataient du... déluge ?

Libé rouge

« Libération est un journal d'extrême gauche dangereux pour la démocratie », Christian Vanneste, UMP.

Entre ses envolées homophobes et la rédaction de l'amendement vantant le rôle positif de la colonisation, le député n'a pas dû avoir, ces temps-ci, le temps d'ouvrir Libération. À moins qu'il considère que l'extrême gauche se situe maintenant au centre droit ? Ce qui ferait de Rotschild, principal actionnaire de Libé, un trotskard invétéré ?

Langue de bois, langue de p...

« Il y a un objectif et un seul : le résultat », Copé, UMP.

Je dirais même plus : au final, seul compte le résultat du projet de nos objectifs.

Trop tard

« Police et gendarmerie, nous sommes à la disposition de la communauté éducative », Sarkozy.

Heu, non, c'est gentil mais tout compte fait, on devrait pouvoir se passer de vous. Non, je vous assure, m'sieur le gendarme, mon car-table je peux très bien le porter tout seul. Et comme dit mon père, les policiers à l'école, c'est trop tard. Sont trop vieux pour apprendre à lire.

Le retour de Jean-Pierre

« Je suis un Français tranquille », Raffarin.

Ah, je sais pas vous mais moi, elles commençaient à me manquer les raffarinades. Cette manière de ne rien dire tout en l'ouvrant quand même, cette façon si particulière de jongler avec le vide, le creux, l'inconséquent... Avec Raff', c'est bien simple : pour ramasser les perles y'avait qu'à se baisser. Quoi que ça ait pas beaucoup changé. Le gros a des continuateurs.

Frédo Ladrissé

(sources : Le Figaro, France Inter, Libération, le Nouvel Observateur)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Des anarchistes israéliens au village palestinien de Bil'in



VENDREDI 20 JANVIER, une manifestation a été organisée dans le petit village de Bil'in, situé en Cisjordanie, entre autres à l'initiative des Anarchistes contre le mur. Cette manifestation a été par beaucoup d'aspects la plus réussie de celles qui se déroulent hebdomadairement depuis février 2005.

Elle a eu lieu onze jours avant que la Haute Cour israélienne ne délibère au sujet du tracé du mur de séparation sur les terres de Bil'in, cinq jours avant les élections du Parlement palestinien, alors même qu'un villageois de Bil'in se présentait sur la liste régionale, et peu après qu'un juge de la Haute Cour eut demandé l'arrêt de la construction et du peuplement de la colonie israélienne de Modi'in Illit.

C'est pour ces raisons que les Anarchistes contre le Mur ont choisi cette date pour organiser une mobilisation générale.

Environ 350 Israéliens, principalement de la région de Tel-Aviv, de Jérusalem et de Haïfa, y ont participé. Comme depuis quelques semaines, les forces de l'ordre n'ont créé aucun obstacle sérieux lors de l'arrivée des manifestants.

De nombreux Palestiniens, issus d'autres villages également en lutte contre le tracé du

mur de séparation, se sont joints à eux, ainsi que des personnes de Ramalla investies dans les élections et qui profitaient de la manif pour faire leur publicité. Comme les deux semaines précédentes, environ 1 000 personnes se sont mises en route après la prière vers le tracé du Mur, afin d'attirer l'attention sur les conséquences de ce tracé : la confiscation des terres de Bil'in et de villages palestiniens voisins ainsi que la construction de la colonie de Modi'in Illit sur ces terres.

Malgré les poussées brutales et les coups qu'ils ont reçus, les manifestants ont profité de leur grand nombre pour franchir le cordon des forces de l'ordre israéliennes qui bloquaient l'accès au Centre de lutte commune pour la paix installé à Bil'in. Quelque deux cent cinquante manifestants ont ainsi réussi à le rejoindre.

Ce Centre pour la paix, construit de nuit trois semaines plus tôt au-delà du tracé du Mur, est une maison occupée en permanence par les habitants du village, des Israéliens et des internationaux. Des paysans du village viennent cultiver la terre située à côté.

Après une courte réunion et quelques discours, les manifestants sont retournés près du

Mur. Ils ont frappé la ligne et la porte en métal encadrant le tracé avec des pierres, ce qui n'a pas plu aux forces de l'ordre qui ont vainement tenté de les arrêter.

Manifestation et confrontation avec les forces de l'ordre se sont achevées trois heures plus tard.

Le Mur entrave la libre circulation des populations et viole de fait le droit au travail, à l'enseignement et à la santé. De plus, il hypothèque le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

Abolissons les frontières : la paix passe par la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens et non par leur séparation.

Deux États pour deux peuples, c'est deux États de trop !

Aussi longtemps qu'il existe des États et que le système capitaliste perdure, toute amélioration ne sera que partielle et toujours menacée.

La paix passe aussi par l'égalité économique et sociale. À bas tous les murs !

Source : anarkismo.net

Nouvelles des fronts

QUAND C'EST FINI, ça recommence avec la déréglementation à outrance. Après le CNE (Contrat nouvelle embauche) et les CDD de 18 mois renouvelables une fois pour les plus de 57 ans – la précarité n'a pas d'âge –, voici le CPE (Contrat premier embauche). On n'arrête pas la régression... et, comme dit le sous-général Thibault: « Le Medef a touché ses étrennes », et c'est encore le populo qui fait la fête. Le droit du travail est visiblement dans le collimateur de Galuzeau; le soutien en 2007 du lobby patronal et de Parisot est sans doute à ce prix-là. On se demande encore ce que va

inventer Sarkozy pour convaincre à son tour la patronne des patrons de lui apporter son suffrage. Peut-être le retour aux conditions d'exploitation d'avant le Front populaire dont le 70^e anniversaire est déjà bien mal parti, sauf si à l'exemple des dockers européens on arrête les machines, si on remonte nos manches, si... Alors, là, peut-être à nouveau les baloches dans les usines, les occupations, l'accordéon et pourquoi pas pour les ambitieux: les congés payés. En ce sens – nous vivons d'espérance –, il faut considérer la grève des équipiers des Pizza Hut dans les 10^e et 19^e arrondissements de Paris et la grève des postiers du 13^e comme des hirondelles qui feront, à n'en point douter, le printemps.

Mais l'heure n'est pas aux utopies; partout les Parisot cognent dur. SEB, après être passé de 32 à 35 heures en 2004, annonce la suppression de mille emplois dans trois usines de l'Hexagone. Le transporteur Giraud international en annonce 109 en Gironde et dans les Landes. Quant à la valse des 35 heures, ça continue. Après Hewlett Packard (HP) qui les remet en cause et vire 940 salariés, après Bosch, après Fenwick (Vienne) qui fait un chantage à la délocalisation si les ouvriers n'acceptent pas de repasser à 37 h 30, c'est le très célèbre abrutisseur public Disneyland qui non seulement supprime une prime de 1 000 euros aux petites catégories, mais remet en cause la durée du travail. Youpi, c'est beau l'Amérique! Sans compter les catastrophes

annoncées: les chantiers navals de Saint-Nazaire (Alstom) « cédés » au norvégien Aken mais qui s'engage au maintien de l'emploi (jusqu'aux élections sans doute) et Sky team (Air-France, KLM, etc.) dont les restructurations à venir laissent entrevoir qu'il y a du crash dans l'air.

Les agents publics, de leur côté, peuvent s'asseoir sur leur perte de pouvoir d'achat en 2005 comme les années précédentes car faute d'être mobilisés, ce n'est pas avec des syndicats collabos – malgré quelques éclats de voix occasionnels – qui de plus négocient à froid que les choses vont changer. Galuzeau a, paraît-il, tremblé à l'annonce de la mobilisation du 2 février. Notre seigneur consentira sans doute au début de 2007 à lâcher quelques miettes aux serveurs de la chose publique. Bulletin oblige. En attendant, manif toujours tu m'intéresses... d'autant que la grève, ça fait des économies sur le budget de l'État! Comme disait l'autre, un rapport de force ça se construit et, en la matière, à ce jour, dans la fonction publique, on est loin du compte.

Comme l'internationale patronale, au-delà d'être parfaitement organisée, n'a pas de frontières, le banquier allemand Hypo-Vereinsbank va supprimer 600 à 700 emplois sur les 1 800 que compte le groupe. Aux États-Unis, Toys "R" Us, le fabricant de jouets prévoit de liquider 3 000 emplois, soit 11 % des effectifs, avec à la clé (sous la porte) la fermeture de 75 magasins.

Pis encore, l'Argentine sert de laboratoire anti-social. Dans le pays le plus riche d'Amérique latine, 20 millions de personnes, sur 38, y vivent sous le seuil de pauvreté, 2,5 millions d'enfants sont considérés comme indigents, et 450 000 d'entre eux travaillent. Pour les adultes qui bossent, bien souvent pas de Sécu, pas de cotisation retraite (le rêve du Medef). En 2005, pas au XIX^e siècle, 95,2 % du personnel des services domestiques ne sont pas déclarés, 47 % des travailleurs de plus de 18 ans sont dans cette situation. En milieu urbain – on imagine

en zone rurale –, 70 à 75 % des salariés travaillent au noir. Ils ne seraient que 11,1 % dans la fonction publique argentine, toujours exemplaire. En voilà une belle expérience, sur fond de crise, pour faire baisser le coût de travail. En Afrique du Sud, après les illusions de l'après-Apartheid et les promesses non tenues de l'ANC, le taux de chômage est de 40 %, une main-d'œuvre toute prête à accueillir les délocalisations... Au Maroc, chez notre ami le fils du roi, 11 % des enfants de 6 à 15 ans travaillent, dont 66 000 à des tâches domestiques où les « petites bonnes » enchaînent 126 heures de travail par semaine et subissent des violences physiques et sexuelles. On va finir par regretter le père. En France, 100 000 à 200 000 personnes vivent à l'année en caravane. Sans doute des travailleurs pauvres... de la chair à CDD, CNE, CPE, etc. pour peu qu'on les déclare.

Pourtant, certains s'obstinent encore à bouger; 40 000 fonctionnaires croates étaient en grève fin décembre. Mais surtout, dans le très stalinien Vietnam, le gouvernement a dû faire face à des mouvements sociaux d'une grande ampleur et à des grèves « illégales » là où les investissements étrangers sont nombreux. Il a donc consenti une augmentation de 30 % des salaires minima. Comme quoi la lutte paye surtout quand elle touche au capital.

Hugues

groupe Pierre-Besnard



Réfugié menacé

Hamid est un révolutionnaire iranien, menacé d'expulsion. À 16 ans, il fut emprisonné à perpétuité pour ses opinions politiques. Suite aux manifestations internationales contre les massacres dans les prisons iraniennes, Khomeiny libère tous les détenus politiques. Hamid sort de prison le 11 février 1989. Il reste en Iran et est arrêté de nouveau en 1994 près de la frontière turque. Il est torturé mais, faute de preuves, est relâché après 3 mois de prison. En 1998, il choisit de venir en France pour continuer ses études de droit. Il demande l'asile politique suite à l'arrestation de ses camarades. Aujourd'hui, on lui refuse ce droit et on menace de l'expulser vers l'Iran.

**HALTE
à
L'EXPULSION
DE NOS
CAMARADES
ÉTRANGERS**



Racisme en Suisse

Résistons à l'intimidation, défendons les libertés civiles. Le 8 janvier 2005, l'UDC (extrême droite) tenait son congrès national à La Chaux-de-Fonds. Une manifestation spontanée s'est tenue à proximité de l'enceinte de Polyexpo à la fin du congrès. Elle s'est déroulée dans un esprit « bon enfant », avec des discours et des chants. La réaction de la police fut disproportionnée, notamment par l'envoi de lacrymogènes, malgré la présence d'enfants.

Du maniement des luttes

Bon. On avait déjà en tête « Tous ensemble » et l'unité dans les luttes. On était déjà pas toujours dupes, car il y a souvent un grand pas entre les slogans et la réalité. Pour tout bon partisan (partisane itou!) de l'avant-garde politique, il n'y a pas de bonne lutte si elle n'est pas dirigée par le parti, mais la chose n'est jamais dite ainsi! Las, lors du dernier « sommet de la gauche », Marie-George (PCF) a proposé aux autres formations un « contact permanent » pour conduire

ensemble les luttes sociales! Ach, marxisme-léninisme gross malheur!



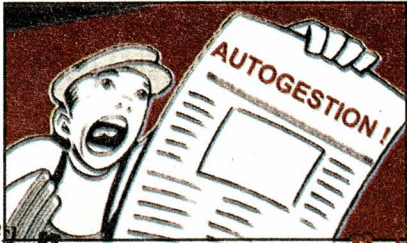
Saga Ségolaine

Ça caracole toujours aussi fort pour la présidentielle de 2007. Comme il y a des échéances dans chaque formation politique, on essaye de marquer des points dans le champ médiatique. Pour mademoiselle Royal, ça marche plutôt bien. Dans un dernier sondage, elle distancerait de loin l'ancien Premier ministre Jospin. Mais dans un quotidien hexagonal, un ancien ministre de la Culture (Allègre...) appelle de ses vœux « un homme fort »! La famille socialiste lave son linge à la une.



L'attaque indienne?

Il y a malheureusement longtemps que la sidérurgie française se porte cahin-caha. Dans l'Est, la société Arcelor (94 000 salariés, dont 27 000 en France) pense à supprimer les deux derniers hauts-fourneaux de la vallée de la Fench (chantée il y a quelques années par Bernard Lavilliers). La Lorraine serait donc sacrifiée au profit des sites de bord de mer (Fos, Dunkerque). Un plan était prévu d'ici 2010. L'OPA du groupe indien Mittal Steel (164 000 salariés) remettrait tout en question. Pas très zen le capitalisme indien. Comme tous les autres.



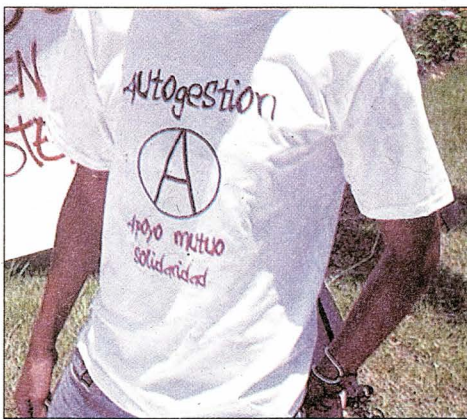
autogestion n'est pas un jeu

Modèle d'organisation sociale, concept revendiqué (et souvent déformé) par certains syndicats, l'autogestion, pour le plus grand nombre, demeure une idée floue, voire une pure utopie. Cependant, certaines expériences récentes nous rappellent qu'elle demeure d'actualité. La parution, ces jours derniers, de la brochure *L'Autogestion anarchiste*, nous fournit l'occasion de revenir sur ces pratiques, tout en ébauchant quelques pistes de réflexion. Un dossier réalisé en collaboration avec les Éditions du Monde libertaire.

« L'autogestion ne se résume pas à la gestion d'une entreprise ! »

Entretien

avec Daniel de la CNT-PTT



Daniel est au bureau du syndicat CNT-PTT et milite au groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste. Son parcours d'anarchosindicaliste permet d'évoquer l'autogestion dans le syndicalisme.

Quel est ton parcours syndical ?

Suite au concours de facteur, dès que j'ai été nommé (à Lyon RP), j'ai adhéré à une organisation syndicale qui me paraissait à l'époque la plus combative et qui, en plus, se réclamait de l'autogestion, à savoir la CFDT. C'était en février 1977.

Pourtant, quelques mois plus tard, mon syndicat, le syndicat PTT du Rhône, connaîtra un conflit interne mené par les bureaucrates. Le bureau syndical a suspendu la commission exécutive de la section syndicale des centres de tri – qui était une section syndicale parmi les plus importantes (plus de 100 adhérents) et les plus combatives. Cette section se revendiquait de l'autogestion ; au bureau de section et à la commission exécutive, siégeaient déjà des anarchosindicalistes. Le prétexte invoqué était que celle-ci avait appelé à manifester à Malville, contre le surgénérateur nucléaire Superphénix, en juillet 1977. À cette époque, le centre de tri de Lyon-Gare connaissait également une restructuration (mise en place de l'automatisation du tri) et, avec la décapitation de la section syndicale, c'était un mauvais coup porté aux intérêts des travailleurs. Après un an de luttes, les bureaucrates ont eu le dessus. Des camarades ont alors pensé qu'il fallait créer une nouvelle structure syndicale : le SAT, Syndicat autogestionnaire des travailleurs, en

1978. Dès le départ, le SAT a regroupé une cinquantaine de travailleurs des centres de tri du Rhône. Bien que n'étant pas reconnu par la direction, le SAT a mené des luttes dures. Nous avions de l'influence et de la force, car nous étions à l'écoute des travailleurs ; on organisait souvent des assemblées générales, les cahiers de revendications étaient élaborés après consultation de tout le monde... Ce sont des pratiques autogestionnaires aussi. C'est l'outil syndical qui portait les revendications, mais c'était la base qui exprimait ses souhaits.

Cette pratique du SAT a été menée jusqu'en 1985 où un débat a traversé l'organisation. C'était un syndicat localiste qui n'avait pas d'équivalent ailleurs, même si on avait des contacts avec le syndicat parisien SDB (Syndicat démocratique des banques), ou un syndicat d'Usinor Dunkerque et même la CNT, qui était groupusculaire à l'époque. Le SAT a crevé de ce corporatisme, de ce localisme, de ce manque de développement. Lorsqu'on l'a fondé, on a pensé que d'autres SAT allaient se créer partout, et qu'il aurait été possible de les fédérer. D'autre part, beaucoup de militants du SAT ont subi la répression de la direction : moi-même, j'ai été rétrogradé, muté d'office... mais quand on fait du syndicalisme, on en paye les conséquences, on sait que c'est le prix de la liberté !

Donc, des camarades du SAT pensaient



qu'il fallait retourner dans les organisations réformistes, de masse... Ils étaient prêts à retourner à la CFDT qui avait même abandonné les références à l'autogestion! D'autres pensaient qu'il fallait privilégier cette piste du syndicalisme révolutionnaire et autogestionnaire, et les contacts que l'on avait avec des camarades de la CNT qui avaient envie de s'implanter sérieusement nous ont convaincus. Nous fûmes une quinzaine à faire ce choix-là. C'était en décembre 1985. Au fil du temps, l'implantation de la CNT s'est élargie, malgré la répression syndicale et les restructurations.

Selon toi, pourquoi les organisations syndicales ne pratiquent-elles pas l'autogestion?

Aujourd'hui, les grandes confédérations, dans les plus grosses boîtes du privé comme du public – leurs bastions –, ont, pour fonctionner, les cotisations des adhérents, mais aussi des permanents, et des agents détachés par les administrations et directions des entreprises. C'est un syndicalisme qui est de plus en plus intégré. Si le syndicalisme dépend des permanents, le syndiqué ne contrôle plus son organisation; le permanent, qui ne connaît plus les problèmes des travailleurs, prend des décisions en leur nom. Ce syndicalisme-là repose sur des gens qui sont déconnectés de la réalité quotidienne des salariés, côtoient souvent les directions car ils siègent de commission en réunion où rien d'important ne se décide. Leur rôle est consultatif, les décisions ont déjà été prises, ailleurs. Comme la création de la Banque postale, aujourd'hui.

Le côté massif de ces organisations syndicales n'amène pas la nécessité des permanents?

Je ne crois pas. Qu'une organisation de taille importante embauche des camarades uniquement pour des tâches techniques, sous contrôle des syndiqués, même si cela ne va pas sans poser des problèmes de rapports de subordination par exemple, je n'y suis pas

opposé. Par contre, aujourd'hui, les permanents sont politiques et prennent des décisions, ce n'est pas compatible avec une organisation autogérée. En même temps, s'il y a des permanents, c'est aussi parce que lorsqu'ils travaillent à temps plein, les salariés, les syndiqués n'ont pas toujours envie de s'occuper des affaires qui les concernent et ils préfèrent souvent déléguer leur représentation à des bureaucrates. Ils n'ont plus alors qu'à obéir aux consignes, même si souvent ils râlent. Il faudrait donc dégager du temps de travail pour permettre à un maximum de personnes de prendre en main ce qui les regarde. À la CNT, on utilise uniquement les détachements syndicaux pour assurer et permettre de réunir des congrès; toutes les autres réunions se font en dehors du temps de travail, comme autrefois au SAT.

Comment concrétises-tu les pratiques autogestionnaires dans ta pratique syndicale?

D'abord, je crois que, pour cela, il faut avoir envie de renverser cette société qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme. On ne peut pas instaurer une société autogestionnaire dans le cadre de ce système. Ce doit être clair. C'est pour cela que les pratiques autogestionnaires développées par la CFDT ont failli, et cette organisation est devenue ce que l'on sait. Or, c'est aux travailleurs qui font fonctionner la société, chacun à leur niveau, qu'il revient de gérer cette société. Il faut que le syndicalisme qui souhaite avoir des pratiques autogestionnaires veuille une société qui donnera aux producteurs le contrôle et la gestion de cette société-là. Ça, ce sont les grands objectifs.

Maintenant, concrètement et au quotidien, il faut que les décisions soient élaborées à la base, que les gens soient syndiqués ou non, en tenant en compte des intérêts de toutes les catégories de travailleurs, il ne faut pas les opposer, exprimer des revendications unifiantes, en demandant des mesures égalitaires. Aujourd'hui, la lutte pour les augmentations de salaire est quelque chose d'indispensable; plutôt que de se battre pour des pourcentages qui ne profitent surtout qu'à ceux qui ont les salaires les plus élevés, il faut se battre pour des augmentations uniformes comme le propose la CNT. Ou pour des augmentations inversement proportionnelles aux salaires, c'est-à-dire plus fortes pour les bas salaires que pour les salaires élevés. Même si ça heurte certaines personnes.

Tout doit être mis sur la table, discuté, avec tout le monde, même si ce n'est pas facile de réunir les salariés, en dehors du temps de travail, en dehors des périodes de luttes, pour décider de tout cela. Mais c'est indispensable aussi. Souvent, on me dit: «Toi, tu es compétent, on te fait confiance.» C'est le piège à éviter.

Quel est le lien entre anarchosyndicalisme et autogestion?

L'anarchosyndicalisme est un outil pour changer cette société inique. C'est aussi un outil pour défendre les revendications immédiates, qui ne sont pas révolutionnaires en soi. Mais c'est à partir de ces revendications que, dans la lutte, se forment des pratiques qui, le jour venu, dans vingt, trente ou cinquante ans, permettront de gérer toute la société, au travail, dans la commune, à tous les échelons, car l'autogestion ne se résume pas à la gestion d'une entreprise.

Qu'est-ce que l'autogestion amène à ta pratique syndicale?

Je ne crois pas qu'il y ait des hommes ou des femmes qui soient à l'abri de dérives, même les meilleurs d'entre nous peuvent se comporter comme les pires des bureaucrates. C'est Louise Michel qui disait: «Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste.» C'est donc une remise en cause permanente, je suis délégué syndical dans la boîte où je travaille, mais lorsque je prends la parole au nom des travailleurs, il faut bien que cela soit en leur nom, pas au mien. Je dois donc consulter mes collègues de travail, même si eux aussi peuvent se tromper: parfois, je suis en total désaccord avec eux. Je dois donc leur expliquer en quoi telle ou telle proposition de la direction peut mettre en danger des droits ou des statuts.

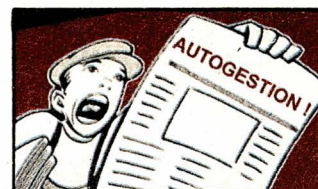
Mais, en permanence, il faut organiser des réunions pour que tout le monde puisse prendre des décisions, être mis au courant, prendre la parole. Et, parfois, on a de mauvais réflexes en prenant une décision sans consultation. D'où la nécessité d'une section syndicale, qui est là aussi pour dire: «Eh dis donc, camarade, on aimerait être consulté un peu, là!» C'est pour cela qu'il faut former un maximum de personnes à cette pratique-là. Une organisation la plus révolutionnaire qui soit peut prendre des décisions sans consulter la base. La CNT en Espagne a dû faire des conneries monumentales dans le feu de l'action, par manque de temps, etc. Il faut de la volonté! Si la rotation des tâches est dure à mettre en place, à la CNT, elle l'est certainement plus fortement ailleurs.

As-tu gagné des gens à la cause autogestionnaire?

C'est difficile de répondre. Je crois beaucoup à la valeur de l'exemple, on ne peut pas avoir une conduite de bureaucrate et un discours libertaire. À l'heure actuelle, il n'y a pas d'adhésion en masse vers les organisations se réclamant de l'autogestion, mais il ne faut pas désespérer, car je pense que c'est uniquement par les luttes sociales et syndicales que nous arriverons à inverser la tendance actuelle et certainement pas par les luttes électorales et politiciennes.

La tâche est immense et nous devons nous y atteler sans relâche.

L'autogestion anarchiste



Extraits de la brochure *L'Autogestion anarchiste*
qui vient de paraître aux éditions du Monde libertaire.

Premier extrait

LE RÈGNE de la marchandise, associé au développement des nouvelles technologies, a une nette tendance à s'appropriier des icônes, des concepts ou des mots issus d'un vocabulaire politique. Que ce soient une compagnie de chemin de fer ou une chaîne d'hypermarchés ou des marques de vêtements. L'usurpation d'une culture de la contestation issue des années 70 est utilisée à la fois pour la tourner en dérision, la vider de son sens en la normalisant via la publicité, mais aussi parce qu'elle conserve sans doute un certain attrait. Parmi ces conceptions « retournées », il y a l'autogestion.

De nombreux produits en ligne sur Internet, ou par téléphone, sont en effet proposés au consommateur sous forme de libre-service afin d'adapter les besoins du client aux options commerciales proposées par l'opérateur. Ainsi, le « Do it yourself » des années 70 fait maintenant résonance au plus récent « Autogérez votre consommation » et autres « Autogérez vos forfaits ». L'autogestion... Issue des plus profondes aspirations à l'émancipation, sans cesse enrichie par les peuples et les civilisations qui se la sont appropriée, elle nous reviendrait aujourd'hui sous forme de hochet consumériste? Alors, « has been », l'autogestion?

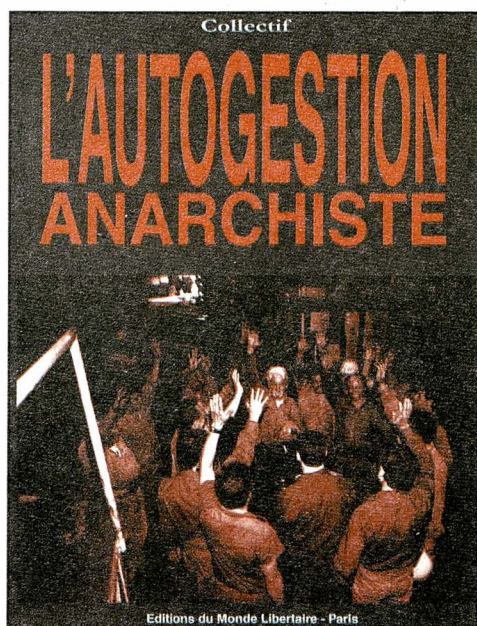
En France, à côté de collectifs éditoriaux (la revue *Autogestion*, *Autogestion et socialisme*, etc.) ou pédagogiques, ce sont surtout deux organisations qui ont popularisé l'autogestion jusqu'au milieu des années 70. D'une part la CFDT, fraîche séparation du syndicat chrétien, la CFTC; d'autre part, une organisation politique aujourd'hui disparue, le Parti socialiste unifié. Chacune a, dans le monde du travail et dans la vie politique, permis l'éclosion de réflexions et d'expérimentations, mais principalement sur la voie social-démocrate de l'étatisation et de l'intégration de l'économie autogestionnaire au développement capitaliste. La conception de l'autogestion fut à ce point vidée de son contenu révolutionnaire que les partis socialiste et communiste d'alors pensèrent intégrer ce volet dans leur « Programme commun de gouvernement » en 1972. Ce qui permet aussi, rétrospectivement, de se dire que la pratique autogestionnaire était sans doute très populaire.

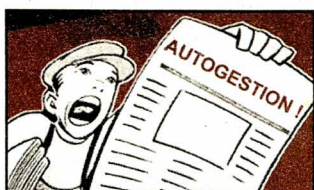
Aujourd'hui, que reste-t-il de cette revendication de la « deuxième gauche » d'alors? Plus rien, ou si peu. Le mot « autogestion » semble avoir disparu du vocabulaire politique contemporain. De nos jours, la « deuxième gauche », qui trouve à peu près son équivalent dans la « gauche altermondialiste », revendique la « démocratie participative » Porto Alegre au Brésil faisant figure d'exemple. La seule formulation de ce concept montre qu'il s'agit d'une nouvelle forme de gouvernance qui a d'ailleurs vocation à cohabiter avec la représentation parlementaire traditionnelle. Et si l'objectif affiché est la démocratie directe, nous sommes, là encore, face à une « étape intermédiaire », une « transition » qui dure depuis vingt ans à Porto Alegre. Or, dans cette ville, le cadre d'intervention et de décision laissé aux habitants est étroit et partiel. Il est d'abord défini par les élus du pouvoir en place et leurs experts, et garde une organisation verticale. Et cette « démocratie participative » reste conditionnée par des élus, eux-mêmes nommés par des partis qui n'ont rien à voir avec l'autogestion ou la démocratie directe.

D'autres encore, tout en se déclarant anti-capitalistes, marxistes et écologistes, écrivent que : « L'autogestion est tombée en désuétude en raison de limites endogènes : elle nie la question du pouvoir et néglige les parties prenantes extérieures de l'entreprise (clients, usagers, etc.). » On répondrait alors à cet échec par « un pouvoir politique à qui il revient de décider des priorités ».

Alors, quoi de neuf sur l'autogestion, à gauche ou à son extrême? Globalement, une formidable régression, en fait. Des années 70 à aujourd'hui, pour ce qui est de l'ambition d'une société autogérée se libérant des pouvoirs politiques et économiques, c'est un recul, associé à d'autres renoncements idéologiques (acceptation de l'idéologie sécuritaire, renoncement à un projet de société émancipateur, soumission aux institutions nationales et supranationales et à la loi du marché, etc.) qui est explicable, d'une façon certaine. Comment s'en étonner? Et pourtant...

La brochure *L'Autogestion anarchiste* est disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, Paris 11^e, au prix de 3 euros.





Deuxième extrait

DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX contestataires, comme options de rébellion face à l'État et devant les modes d'articulation hiérarchisée et despotique inhérentes au capitalisme, il peut se constituer un modèle d'organisation basé sur des pratiques collectives et égalitaires et en relations de solidarité et de coopération volontaire telles que nous les avons mises en valeur, configuré par des groupes autoadministrés, coopérants et où l'autoritarisme et la domination n'auraient pas leur place [Mendez y Vallota, 2001].

Certainement que cette organisation volontaire et non hiérarchisée exige de l'investissement personnel, de la participation et de la conscience, au contraire des institutions autoritaires qui ont recours aux achats des consciences, à la soumission et aux fraudes, en décourageant un développement individuel plus poussé sous prétexte de spécialisation, avec la répression et la violence comme menace ou dans les faits. Si bien que cela rend difficile et retarde la création et le développement de nouvelles formes d'organisation autogestionnaire, et cela s'exprime aussi par une téméraire résistance à l'innovation, la marque des valeurs dominantes et la routine qui tendent à nous éloigner de changements qu'induit un travail ardu et constant, renouvelé et fait d'engagement solidaire. Mais personne n'a démontré que le progrès n'implique pas d'efforts, en plus de la maturité des personnes.

Alors, l'autogestion – et plus encore l'autogestion généralisée – sera-t-elle réellement possible?

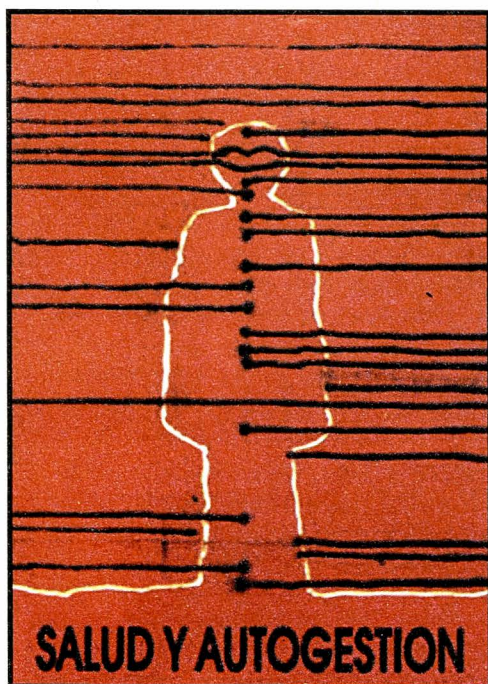
Pour l'anarchisme, la réponse est oui, puisque l'exploitation et la domination, avec une misère conséquente et l'aliénation, produisent des résistances et que l'on constate la présence chez les gens d'imaginaires témoignant du désir d'une autre société, qui exprime différents modes d'organisation et de relation entre les êtres humains – bien qu'il ne soit pas toujours clair de savoir lesquels –, où il serait possible de dépasser l'état actuel des choses. Certainement que la route de cette alternative sociale n'est pas aussi courte et linéaire que certains le pensaient, ou que nous le voulons, mais aussi que l'histoire nous montre combien est intériorisé le phénomène de subordination et d'aliénation dans toutes les classes et les groupes sociaux. Et plus encore dans notre société de masse et paralysée par l'idéologie du consumérisme et du spectacle, les déficiences éducatives et une indolence stimulée empêchent de se poser la question des chemins alternatifs. L'individualisme possessif a des racines culturelles profondes – et jusqu'à des racines sociobiologiques disent certains –, mais amène comme conséquences l'exploitation, la mort, la guerre et l'aliénation. Néanmoins, nous faisons appel à la contribution déjà mentionnée de Kropotkine, en aucune façon démentie par la recherche scientifique postérieure, mettant en évidence qu'un des facteurs

décisifs de l'évolution des espèces a été la coopération entre ses membres; ce qui en découle est particulièrement visible dans le cas de la trajectoire de l'humanité, qui bat en brèche catégoriquement cet égoïsme comme quelque chose de naturel chez l'être humain.

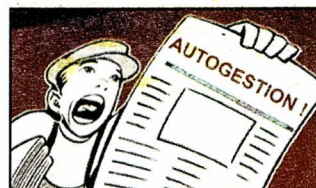
La question réside dans le fait de savoir jusqu'à quel point les sociétés humaines sont capables de mettre en œuvre leur processus d'apprentissage historique et de recréation des structures sociales; ou si la force conservatrice de l'inertie mêlée aux trames autoritaires du pouvoir et de la peur stimulée peuvent congeler la créativité et l'insatisfaction humaines qui parcourent l'histoire.

Le chemin de la liberté (dépassement de la dépendance absolue de la nature et de l'autre, vers la construction de l'autonomie), ce sentier que les groupes sociaux et les individus cherchent à travers l'histoire, exige la fin de l'amarrage à l'exploitation, la domination et l'aliénation, en mettant en évidence une relation authentique et profonde entre l'individu et ses semblables autour de lui. Mais ce n'est pas un fait inexorable, c'est le résultat d'une décision et de sa mise en pratique. Tel est l'objectif que doivent atteindre les mouvements pour le changement, s'ils ne veulent pas se perdre dans le raccourci des concessions secondaires avec lesquelles le système de pouvoir a embobiné ses opposants – dans le passé le syndicalisme et les partis socialistes, aujourd'hui les nouveaux mouvements sociaux –, et a, dans la majorité des cas, tenté de les retourner en clients satisfaits de l'exploitation et de la domination qu'ils condamnaient au début.

L'organisation autogestionnaire – autonome dans sa relation à l'État, au capital et à toute autre forme de pouvoir dominant – est la libre association par affinité et amitié, cultivée dans des relations inter-personnelles déhiérarchisées, ce qui lui offre un énorme potentiel pour être un instrument possible pour le changement social. Mais assumer cette conception ne passe pas par la vague adoption de quelques principes théoriques, mais par une véritable pratique essayant des formes d'association qui emmènent vers un modèle égalitaire, autonome et surtout légitimé par l'action de tous, une semence pour le moins du projet de la raison utopique pour la société globale. Un modèle de participation directe et interactive, dans lequel il peut y avoir de la délégation mais réalisée en des termes choisis, avec des objectifs définis, des tâches définies, durant des moments limités, révocables à tout moment avec une responsabilité incontournable des délégués; un modèle qui refuse la bureaucratisation, et l'administration sclérosante des syndicats, partis politiques et mouvements sociaux engourdis dans les formalismes, contribuant à l'enrichissement spirituel de chaque participant, créant une culture alternative, pilier des nouvelles relations collectives et voie pour la recréation de la structure sociale.



L'urgence de l'anarchie



Les 29, 30, 31 octobre et 1^{er} novembre, la Fédération anarchiste italienne a tenu son XXV^e congrès dans la ville de Carrare. À cette occasion, une motion sur l'autogouvernement territorial a été approuvée.



LE CONCEPT de révolution, typique des anarchistes, invite à intervenir tant pour détruire le pouvoir que pour reconstruire la société sans domination. Cette pratique de révolution passe par l'affirmation d'une société libre en dehors et contre les institutions, en s'incarnant à travers des dynamiques sociales dans lesquelles on peut valoriser des initiatives de liberté, même si elles sont minimes. Les lieux de citoyenneté sont à arracher des griffes de la bureaucratisation politique et administrative, mais sans déléguer la nécessaire gestion quotidienne de la vie associée des individus à un hypothétique lendemain libéré et libérateur, et en assumant cette tâche comme une pratique stratégique et tactique de libération locale, en la coordonnant au niveau fédéraliste le plus élevé.

Le système social hiérarchique qui trouve son expression dans l'État, qui, de par sa nature propre, nie le fédéralisme et l'autogouvernement communautaire, ne pourra jamais appuyer de pareilles valeurs.

Le fédéralisme des États et de leurs dépendances trouve sa raison d'être dans la régulation de la répartition des bénéfices entre industriels et propriétaires terriens, parmi le bénéfice industriel et les intérêts bancaires, parmi le monopole des moyens de production et le monopole de la terre et des biens immobiliers. La solution à des problèmes comme le logement ou l'environnement ne peut se séparer de la lutte contre les intérêts des banques.

Le véritable fédéralisme et l'autogouvernement communautaire ne peuvent être institués par décret. Les politicards ont la bouche pleine

des mots « fédéralisme » et « autogouvernement », mais ils déprécient réellement l'essence de ces deux concepts: le projet de construction d'un réseau d'entraide et de solidarité de communautés autogérées et autogestionnaires qui s'autogouvernent dans les domaines politique, économique et culturel, en mettant en marche leurs désirs d'être une société hors et contre le rôle dans lequel l'État central veut les tenir enfermées.

Seule une initiative qui parte d'en bas, seul un projet social graduel révolutionnaire capable de construire, avec des propositions réalisables ici et maintenant, les cellules de la société libertaire, peut édifier un fédéralisme économique et politique réel, un fédéralisme qui ne naisse pas de l'illusion de transformer un État « centraliste » en un État « fédéral » ou de diviser un État en plusieurs États. Le véritable fédéralisme ne pourra jamais être ni concédé par l'État ni découler de la fracture d'un État en divers États. Le véritable fédéralisme est celui qui se construit à partir de la base, horizontalement, qui nie l'État pour le substituer par un réseau de communes libres autogouvernées dans le sens extra-institutionnel et articulées aux principes de l'entraide et de la solidarité.

Pour tout cela, nous considérons que l'anarchisme social:

- Doit savoir promouvoir avec des propositions et des initiatives politiques et sociales la formation de structures de masse, ouvertes, de base et autogestionnaires, qui se projettent vers un monde nouveau, vers une société sans domination;

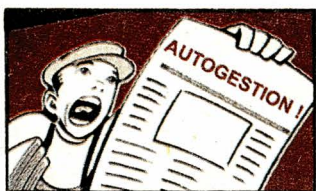
- Doit apprendre à s'ouvrir à ceux qui se reconnaissent en des valeurs réellement anti-capitalistes et d'action sociale alternative en dehors d'un quelconque rapport hiérarchique;

- Doit savoir être parmi les travailleurs, entre ceux qui sont dépossédés, dans des structures de lutte territoriale et d'environnement, dans les quartiers, dans nos communautés, pas seulement dans l'objectif de se rendre visible par la propagation des idéaux qui lui est propre ou dans le soutien à des revendications qui ont pour finalité d'améliorer les conditions de vie, mais aussi pour commencer à réaliser cette pratique gradualiste d'autogouvernement;

- Doit savoir stimuler et agir, où et quand c'est possible, des structures sociales de lutte globale, structures communales et d'autogouvernement.

Fédération anarchiste italienne

Section locale de l'Internationale
des fédérations anarchistes (IFA)



Argentine

Les entreprises récupérées

Miguel Angel Solis

Fédération libertaire argentine

De l'inutilité des patrons

DANS UN CONTEXTE de taux record de chômage et d'exclusion sociale sans précédent dans l'histoire argentine, les travailleurs misent sur l'autogestion pour éviter de tomber dans la marginalité. Cadre de la situation: dans chacune des cent cinquante entreprises récupérées par les travailleurs existe une histoire de lutte collective qui n'implique pas seulement les salariés concernés, mais qui associe les assemblées de quartier, les organisations piqueteras (organisations de précaires et de chômeurs), des secteurs étudiants et la solidarité des autres entreprises récupérées (que ce soit dans leur version coopérative ou dans celle de contrôle direct ouvrier) dans un réseau de résistance.

Les antécédents

La dictature militaire: le 24 mars 1976 se produit le coup d'État qui met fin au gouvernement « citoyeniste » d'Isabel Perón, gouvernement corrompu, inefficace, inflationniste et violent, et entaché de la disparition d'adversaires politiques progressistes (Triple A)¹, disparitions qui se poursuivront sous les militaires. Le terrorisme d'État, à ce moment, laisse en guise de bilan la disparition (séquestration, torture et mort) de 30 000 citoyens et, dans le domaine économique, il assoit les bases de domination en cours devant les organismes internationaux (FMI et Banque mondiale) au moyen de l'endettement extérieur. La dette extérieure argentine passe de sept milliards et demi de dollars en 1976 à 45 milliards en 1983. La phase de désindustrialisation initiée en Argentine par la dictature militaire (1976-1983), avec l'ouverture économique sans frein, dérive (via l'obsolescence de la structure productive et la substitution de production locale par des importations impulsées par le type de change monétaire) vers une perte conséquente des emplois, ce qui se retrouve dans les chiffres du chômage: d'un taux de 2,4 % en 1979, en passant par 7 % en 1989, pour grimper à

16,6 % en 1995 et atteindre le record de 21,5 % en mai 2002.

La démocratie: le 10 décembre 1983 commence le processus de récupération démocratique par l'intermédiaire de Raúl Alfonsín (de l'Union civique radicale), élu avec 53 % des votes, et la proclamation qu'« avec la démocratie, on mange, on guérit et on éduque ». Son administration se caractérisa par des questionnements permanents et des révoltes militaires devant le « Procès de la junte militaire » et dérivait vers la « Loi de l'obéissance due » qui disculpait les cadres moyens et inférieurs de l'encadrement militaire; sur le terrain économique, par des pressions constantes des organismes financiers internationaux, des syndicats de travailleurs (treize grèves générales générées par le parti adverse péroniste), et sur le plan politique par des accords avec les sphères dirigeantes, à l'insu de la volonté populaire, trahissant les votes avec lesquels cette administration avait été élue. Le retrait prématuré d'Alfonsín du gouvernement laisse à découvert son manque de courage civique et de l'autre côté l'attitude scandaleuse de l'opposition du Parti justicialiste (péroniste) qui eut recours à tout moyen à sa disposition (à l'intérieur du pays et à l'extérieur) pour miner l'exercice de gouvernement. La « Loi de l'obéissance due » sera complétée par l'amnistie signée par l'administration suivante de Carlos Menem, du Parti justicialiste (1989-2001), laissant en liberté les plus hauts responsables du terrorisme d'État.

L'œuf du serpent

Faible et mise en échec, la démocratie, revenue en 1983 (après la fin de la dictature suite à la guerre des Malouines), eut pour seul résultat la réédition du modèle économique dictatorial, cette fois sous le prétexte de la globalisation, durant la décennie infâme des gouvernements constitutionnels de Carlos Menem et Fernando de La Rúa (1989-2001). Mais en réalité, ce qui resta fut le fonc-

Boulangerie industrielle Grissinopoli.



tionnement de l'État, et de « l'État argentin » en particulier (né d'une colonie à ses origines) profiteur, autoritaire et phagocyteur de l'économie et de l'effort de générations de citoyens. Un État qui abandonne ses anciens, massacre par la violence ou l'indifférence ses jeunes et ne protège plus ses enfants. Un État qui proclame tacitement et d'une façon historiquement réitérée: « Sauve qui peut! » Mais qui peut se sauver, si ce n'est les plus forts?

Les entreprises récupérées

Bien qu'il y ait quelques petites variantes, l'histoire de ces entreprises récupérées est la même. Quelques éléments:

1. La différence du change monétaire, le retard technologique et les fusions stratégiques amènent le secteur gestionnaire à décider la casse d'une usine au bénéfice d'une ou de plusieurs autres du même groupe. Les retards de paie des salariés commencent.

2. Les travailleurs, pressentant la manœuvre, occupent l'usine pour défendre des postes de travail.

3. L'entreprise porte plainte contre les travailleurs, et les forces de police répressives expulsent les occupants. Quelques entreprises envoient des télégrammes de licenciement. Certaines paient les indemnités, d'autres pas.

4. Les travailleurs occupent les issues de l'établissement. Ils savent que s'ils laissent partir les machines, il n'y aura pas de retour à la situation antérieure. L'affaiblissement de la résistance et l'incertitude traversent la cohésion de la protestation.

5. Dans de nombreux cas, les ouvriers recommencent à occuper l'usine et par la voie judiciaire cherchent à initier le processus d'expropriation (d'abord pour deux ans avec possibilité d'allonger la durée) avec de lourdes charges (lire payer la valeur de la propriété et des biens installés, après s'être entendus avec les créanciers). Le talon d'Achille est le manque de capital disponible.

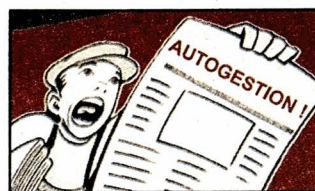
6. C'est avec beaucoup d'efforts et d'incertitudes qu'ils cherchent à renouer avec la production, y compris en l'augmentant. Mais ils retrouvent la dignité que donne le droit au travail, même si leur situation est extrêmement vulnérable dans la mesure où ils ne peuvent compter que sur leur propre enthousiasme et ingéniosité.

Bienvenue à la lutte, compagnons! et à l'expérience de l'autogestion qui, sans doute, restera longtemps dans les mémoires. Vous avez ici notre appui et notre solidarité. Le maximum que puisse peut-être offrir ce système et cet État, c'est une fragile espérance pour vivre chaque jour... au jour le jour. **M. A. S.**

1. Triple A (la AAA): Alianza Anticomunista Argentina, créée par López Rega, main droite du gouvernement péroniste. Il créa des groupes terroristes pour assassiner les personnes suspectes idéologiquement. Il initia le terrorisme d'État que les militaires poursuivirent.

Argentinazo

Vivre avec la crise



David Futerman nous ramène des témoignages émouvants de la réalité argentine. Pour un premier documentaire (53 minutes), on peut dire qu'il ne s'est pas trompé ! Bien sûr, il révèle une situation terrible pour les Argentins, mais nous nous devons de la connaître... D'ailleurs, l'auteur est disponible pour des projections militantes.

Solange Bidault



CHACUN connaît l'état de catastrophe nationale que subissent les Argentins depuis quelques années. Les 19 et 20 décembre 2001, à l'annonce de l'état de siège, d'un même élan, les gens sont spontanément descendus dans la rue, pour refuser à haute voix cette décision: « Ces connards, ces connards, ils peuvent se le mettre au cul l'état de siège! » Aucun danger n'a pu arrêter la masse des révoltés et ce sont quatre présidents de la république qui se sont succédés en quelques semaines.

Ce ne fut pas sans victimes: 35 morts officiels (on parle en fait d'une centaine). Mais le fond de l'affaire était l'état de ruine du pays, et la paupérisation absolue de plus de 50 % de la population. Aujourd'hui, on compte 58 % au-dessous du seuil de pauvreté, on voit des enfants mourir de faim tous les jours; images inimaginables, qui rappellent celle du Biafra des années 1970 (6 millions de gens vivent avec 2 pesos par jour, soit 0,50 euro, et 5 millions avec 4,10 euros par jour).

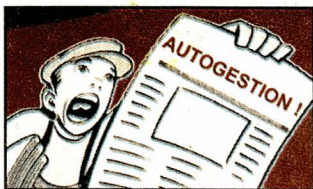
David Futerman se rend en Argentine un an après cette immense révolte et va rencon-

trer certains des acteurs de la lutte. On les retrouve tous lors de la grande manifestation anniversaire, le 20 décembre 2002, où est clamée une véritable ode à l'organisation directe.

Aimez-vous les motards, les motos? Ben heu... Oui, c'est vrai, ça pue et ça fait du bruit. Mais ceux-là, ces fleters, on les aime. David les a côtoyés longuement et, de tous ceux qu'il a rencontrés, ce sont bien ces jeunes-là qui nous touchent le plus. On y reviendra tout à l'heure plus longuement.

Après décembre 2001 fleurissent les assemblées de quartiers, l'organisation directe, le troc, les usines récupérées, les jardins potagers, les cantines de quartier, que sais-je...

Ici, la boulangerie industrielle Grissiniopoli, abandonnée par ses propriétaires qui, la dernière année, ne payaient pas leurs ouvriers; lorsque ces derniers exigent 100 pesos pour continuer à travailler, la direction répond: « On ferme tout ». Les ouvriers ont alors refusé de partir et l'usine a été récupérée. Depuis, ils y dorment à tour de rôle, et y travaillent. La mairie leur a accordé deux ans



d'utilisation de l'usine. Après? « Il faudra trouver une autre loi, qui nous permette de continuer. »

Là, l'assemblée populaire du quartier de Flores. Une ancienne clinique en parfait état a été récupérée. La première idée avait été d'y donner des consultations pour les membres des usines récupérées et les nécessiteux du quartier. Pour le moment, l'endroit sert de cantine pour les enfants du quartier et de lieu d'activités, de garderie. On y vante l'organisation horizontale, en opposition aux partis; on y fait du concret: recherche de nourriture auprès des commerçants pour alimenter les enfants souvent dénutris, ce qui leur permet au moins de survivre. La question posée par cette assemblée est celle de la participation des gens du quartier. Les militants qui ont squatté cette clinique se plaignent du fait qu'il y a peu de personnes qui les ont rejoints. Les parents amènent leurs enfants, mais ne participent pas ou peu.

David Futerman nous emmène aussi à un petit rassemblement dans les locaux d'Edesur. « Edesur, salope! » contre les coupures de courant. Des gens très déterminés. Edesur ne coupera pas! Ils partent en chantant, joyeux « On reviendra un jour, on cassera tout! »

Enfin, nous voilà de retour auprès de la bande de coursiers, les *fleteros* ou *motoqueros*. SIMeCa existe depuis deux ans. Ce sont des coursiers, qui travaillaient en agence, qui sont à l'origine de ce syndicat. De ce fait ils ont été virés. Dans les agences, ils sont surexploités, les patrons ne paient pas les cotisations sociales; les coursiers n'ont souvent aucune

couverture pour les accidents ou les maladies. Ils ont donc créé une coopérative: plus de patron à entretenir, moins de stress, moins d'accidents, et un peu plus d'argent. À Buenos Aires, il y a de plus en plus de coursiers, car beaucoup de gens ont été licenciés des usines, et devenir coursier ne demande pas trop d'investissement: une moto – ou une mobylette –, souvent en mauvais état et qu'ils bricolent eux-mêmes. SIMeCa n'est pas reconnu officiellement, mais est bien connu des autres coursiers croisés tous les jours dans les rues. Quand quelqu'un a un problème avec son employeur, il vient au syndicat.

Nous voilà dans leur local. Une certaine inquiétude règne, car il manque des fonds pour payer le loyer, le téléphone, les assurances... « Les anciens, les nouveaux, on est tous "coopérativisés", mais si on ne travaille pas, c'est pas la peine de discuter du paiement des factures, car on perdra tous nos clients, *boludos!* » Évidemment, savoir gérer son temps, son travail: l'autogestion, ça s'apprend. L'un des « anciens » remarque: « On dit qu'après avoir travaillé avec un patron, il reste toujours dans la tête. »

Nous prenons l'autoroute et allons rendre hommage à Gastón Riva, tué le 20 décembre 2001 par la police fédérale. Les parents de Gastón, ses amis, et les *fleteros* de SIMeCa dévoilent une petite plaque à sa mémoire. Très émouvante cérémonie pour les présents et pour nous, ici. Comme dit la *mamá* de Gastón: « Que les rugissements des motos perforent les tympans des assassins! ».

S.B.

Pour commander le film (23 euros) :
La Cathode, 119, rue Pierre-Sémar,
93000 Bobigny ;
la.cathode@wanadoo.fr

Les films ou livres ci-dessous (entre autres) se complètent bien les uns les autres:

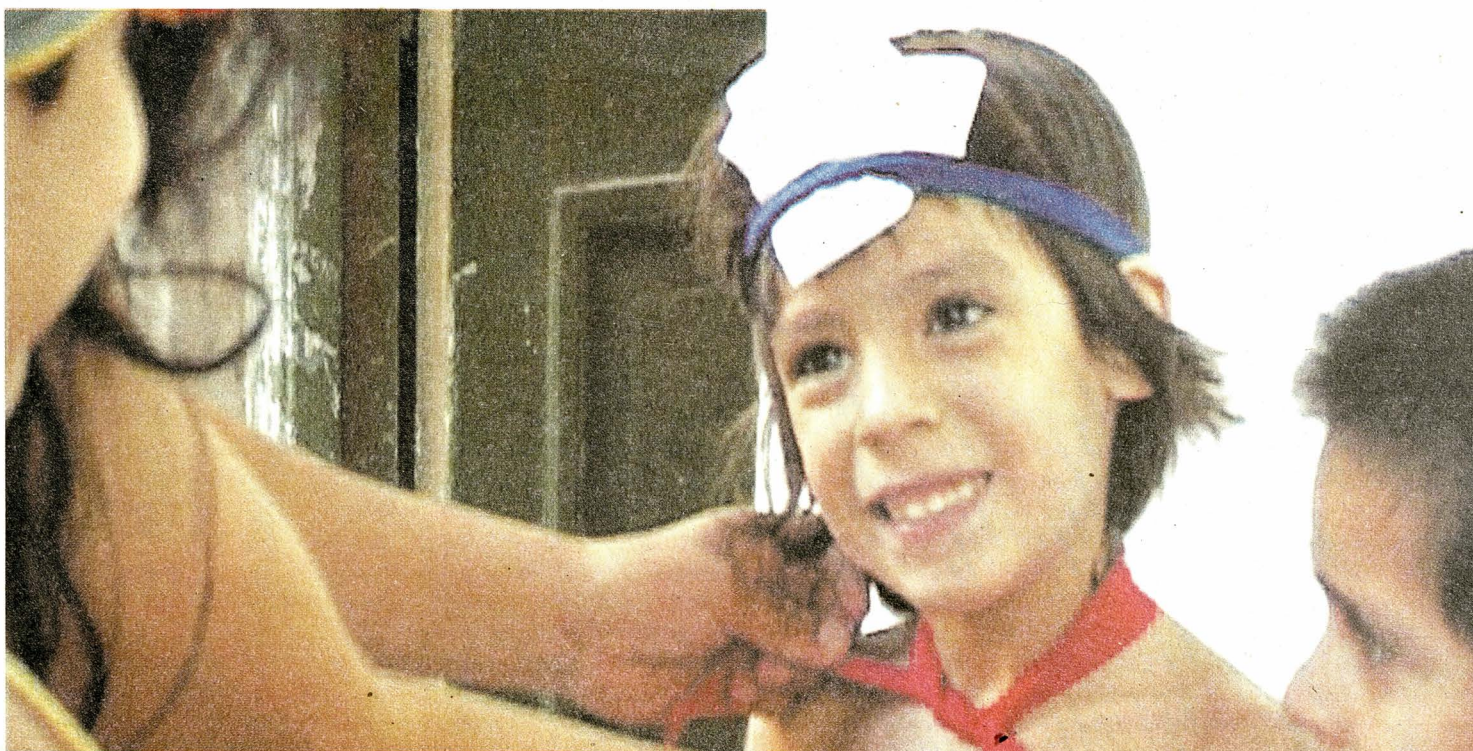
– Le film de Fernando Solanas, *Mémoire d'un saccage*, 2004.

– Le film de Raudlandre, *Que justice soit faite*, 2002.

– Le livre de Raúl Zibechi, Argentine. *Généalogie de la révolte. La société en mouvement*, éd. CNT-RP, octobre 2004.

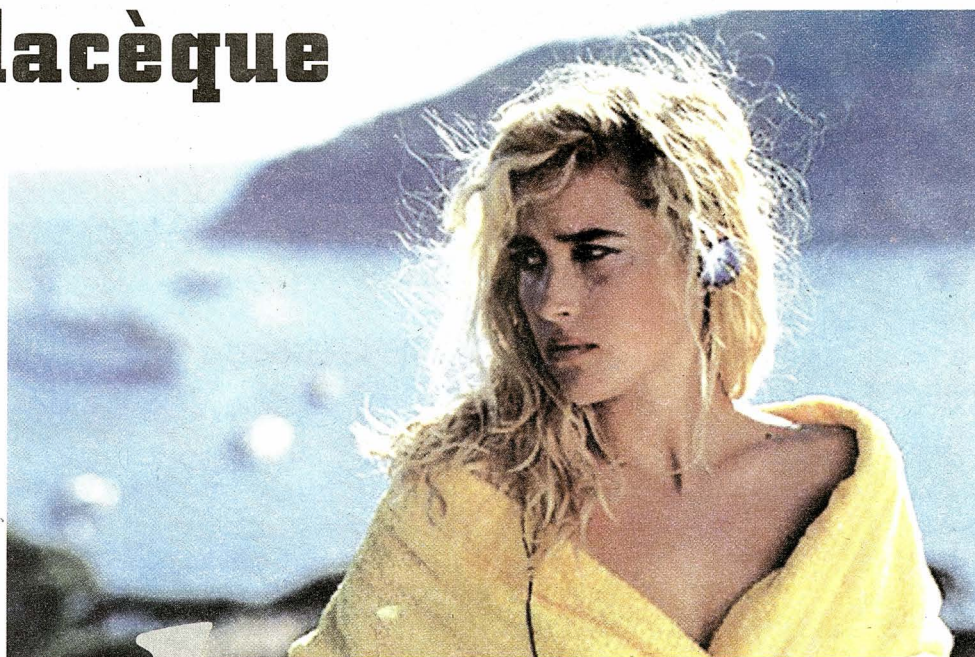
– Article d'Eduardo Aliverti, dans *Página 12*, septembre 2005.

– Article de Frank Mintz, « Coup d'œil sur l'Argentine d'en bas », les *Temps maudits*, n° 22, oct.-déc. 2005.



Riviera

d'Anne Villacèque



Propos recueillis
par Heike Hurst

dDANS *RIVIERA*, Anne Villacèque fait jeter une valise pleine de billets de banque dans un vide-ordures – pas de problème, c'est comme ça. Sans le moindre regret? « Oui, admet la réalisatrice, de toute façon, les billets étaient faux, il y avait juste une couche de vrais billets... J'avais imaginé plusieurs fins, que feraient-elles de tout cet argent? Comme désillusion, ça serait encore pire: s'emmerder dans des palaces avec des mecs affreux, ah non! ça serait trop atroce. » Voilà pourquoi votre fille est muette. Et voilà comment Anne Villacèque déjoue toutes nos attentes d'une histoire de belle princesse qui trouverait son prince charmant: dans cette histoire d'une mère et d'une fille réduites à être spectatrices d'un monde comme à la télé, où l'on gagne « des millions », où l'on jouit et l'on dépense, arrive soudain un homme qui pourrait être la personne qu'elles attendent. Son nom, Romansky (Élie Semoun, pathétique), ne met en garde que nous autres, spectateurs « avertis ». Elles vont s'engouffrer dans le piège. *Riviera* est un film sur l'illusion et le fantasme, sur le désir télécommandé. Il questionne le laid et le beau, les clichés dont les femmes sont victimes quand elles sacrifient tout à l'apparence. Ce sujet, Anne Villacèque l'avait déjà traité dans *Petite Chérie* dont *Riviera* serait l'envers, ou l'endroit. À nous de voir.

« Pour éliminer Johanna, tapez 6. » Anne Villacèque invente un jeu de massacre, inspiré par des émissions de télé-réalité, où

elle aurait les yeux braqués sur l'attitude des parents, sur celle de la mère en particulier. Car Antoinette (Miou-Miou) joue à ce jeu et élimine Johanna, pas assez belle, en appuyant sur un bouton. La réalisatrice appelle cela « les moments d'impudeur totale de la télé ».

Miou-Miou est la mère; Vahina Giocante, avec sa beauté lumineuse, est Stella, 17 ans, la gogo danseuse qui se méprend tout le temps sur les intentions des hommes et des garçons, parce qu'elle ne calcule pas, elle est entière, elle donne sans compter, comme elle se donne en dansant. Les problèmes de cœur et la perte d'innocence, les apparences fabriquées et les stéréotypes de ce qui se fait et de ce qui ne se fait pas. Un film sur des gens qui sont très proches et qui se ratent toujours. Le début du film met en scène ce rendez-vous impossible avec l'autre. La fille rentre au petit matin de son boulot, sur un scooter, cheveux au vent, alors que la mère s'en va travailler; elle est femme de chambre dans un grand hôtel de la côte. C'est le travelling qui nous dit tout.

Les deux actrices sont magnifiques, tout à tour victimes du mensonge des pensées et des mots convenus: Vahina Giocante est la révélation du film. Tout en blondeur, d'une beauté lumineuse stupéfiante, le film l'accompagne parfois de ces musiques où l'on verrait bien Bardot se déhancher, Gainsbourg chanter et une discothèque pleine de jeunes gens danser joue contre joue sur une musique de midinette à la Sylvie Vartan.



Heike Hurst: Si vous voulez bien, parlez-moi de vos origines... Que veut dire Vahina?

Vahina Giocante: Oui, ça veut dire bienvenue en malgache, de Madagascar. Je suis corse, espagnole, j'avais toujours pensé que j'étais mongole de Mongolie, mais je crois que ce n'est pas vrai.

Heike Hurst: Vous jouez avec naturel une jeune fille qui vit la nuit et gagne sa vie en dansant. Est-ce difficile de jouer une gogo danseuse?

Vahina Giocante: J'ai un rapport avec mon corps qui est très sain, c'est un véhicule que je respecte énormément. J'aime vraiment m'en servir, j'aime vraiment danser... J'ai une vraie passion pour le mouvement et l'espace. Je pense que c'est très important quand on utilise un véhicule émotionnel aussi fort que le jeu. C'est comme un instrument. Un violoniste a des cordes et il va faire vibrer ses cordes, c'est un peu la même chose. Un acteur doit faire vibrer ses émotions au même titre que des cordes. Il doit aussi avoir la conscience de sa caisse de résonance qui est son corps.

Heike Hurst: Votre personnage subit beaucoup de violences. Comment l'actrice que vous êtes a fait face aux multiples agressions que vous devez subir?

Vahina Giocante: Stella – comment dire? – a une approche très concrète. Elle arrive à faire la jonction entre justement le spirituel et la

matérialité, et la matière; c'est ce que je trouvais assez beau dans ce personnage. Elle est dans un mouvement, dans un langage corporel, dans le langage de l'extase. C'est très pur. Je pense que les moments où elle prend le plus de plaisir, ce sont des moments de bonheur très intenses. Ce sont des moments rares, parce qu'elle est en quête, partiellement comme vous disiez. Finalement elle ne le trouve que par expression pure, corporelle.

Heike Hurst: Certes, mais vous n'avez pas souffert du tout de ces rejets multiples et du regard des hommes qui fait de vous une marchandise?

Vahina Giocante: C'est très important quand on entre dans une aventure comme ça. Pour moi, je vis le fait de... je vis les personnages un petit peu, ça peut paraître étrange comme une transe, comme quelque chose de transcendantal; c'est-à-dire avoir la capacité de s'oublier complètement, de perdre sa substance véritable, son essence, sa personnalité, de la mettre complètement de côté, et pour ce faire, pour pouvoir le faire vraiment, il faut d'abord se connaître très, très bien; il faut pouvoir retourner chez soi, dans sa propre personnalité, dans sa propre construction psychique, donc il faut être extrêmement solide; ensuite, prendre ça avec beaucoup d'humour, beaucoup de distance, le plaisir avant tout, il ne faut pas oublier! Le cinéma, c'est comme un reflet de miroir, vous n'avez pas peur du reflet du miroir, rien ne peut être dangereux dans un reflet de miroir; ce qui peut être dangereux,

c'est soi-même, c'est le mal que l'on se fait... J'essaie d'appréhender les rôles sans jugement aucun. Sans avoir de culpabilité, sans me dire qu'elle est comme ci ou comme ça...

Heike Hurst: D'où vous vient cette force pour aborder des rôles comme ça?

Vahina Giocante: Ça vient de moi, c'est un processus. Je pense que j'ai exploré suffisamment mes émotions pour arriver à les apprivoiser et à les accepter pleinement, quelles qu'elles soient. Que ce soit la douleur, la tristesse, toutes les violences possibles et imaginables sont pour moi des bénédictions. Dans ce sens où elles me permettent de m'élever et d'avancer à chaque fois.

Il n'y a pas une expérience qui soit négative, pas une. J'ai fait un rêve assez symbolique quand j'ai arrêté le tournage. J'ai rêvé que j'étais sur un vélo, que je devais tourner une scène à vélo et que je devais pédaler, pédaler... Anne était dans une voiture-travelling, on faisait des kilomètres et des kilomètres. Très loin, très loin... Je commençais à être un peu fatiguée, à me demander comment j'allais rentrer chez moi. On était loin quand même. À un moment donné, on dit: coupure de tournage (c'est dans le rêve), tout le monde peut rentrer chez soi. Je regarde autour de moi; comment je vais rentrer chez moi, je ne sais absolument pas où l'on est, je suis complètement perdue. Anne me regarde et dit: « Tu as ton vélo, trouve toute seule ton chemin. Tu n'as pas des amis qui habitent dans ton coin? » Mais je ne connais personne qui habite dans mon coin! Anne me dit: « C'est ton problème ».

Heike Hurst: C'est ce que je trouve très fort chez Anne (Villacèque), c'est qu'on a tendance à infantiliser les acteurs, on a tendance à prendre les acteurs par la main, à les assister. Je trouve que c'est dommage. En nous déconsidérant, on nous infantilise, du coup, on devient des êtres très peureux, très fragiles, très sensibles émotionnellement. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas l'être. Il faut l'être. Mais à un moment il faut avoir conscience de sa responsabilité, de sa puissance à diriger sa vie, en fait à faire des choix, à avoir une intelligence délicate. Qu'est-ce qui peut encore vous surprendre dans votre métier de comédienne?

Vahina Giocante: Tout, tout, tout, je suis ouverte comme ça. Je vis une histoire d'amour absolument phénoménale avec ce métier. C'est comme quand vous êtes amoureuse. Vous vous réveillez tous les matins avec la personne que vous aimez. Et vous la trouvez à chaque fois plus belle... C'est un peu la même chose avec le cinéma. Plus je fais des expériences, plus je vis des journées de tournage, plus je suis absolument, mais absolument émerveillée de ce que ça m'a apporté et me donne. Et je suis reconnaissante, mais à un point!

H.H.

Locarno, août 2005



Neuilly, une ville plus bleue

— **QUI A DIT** qu'il ne fait pas bon vivre à Neuilly?

— C'est pas Nicolas!

Tu es pété de thunes? Tu ne bois pas, ne fumes pas et ne manifestes sous aucun prétexte? Alors rejoins la grande famille de l'UMP et viens squatter un loft de 400 m² sur l'île de la Jatte. À Neuilly, ça se trouve plus facilement que les HLM. Tu auras l'inutile privilège de côtoyer des personnalités du showbiz et de La Poste... mais si, Olivier, le facteur qui fait de la politique.

Je te sens sceptique, aussi je ne résiste pas à la tentation de te livrer quelques scènes de vie ordinaires à Neuilly. Elles n'achèveront peut-être pas de te convaincre de déménager mais t'achèveront tout court à coup sûr.

Fin décembre, rue du Château, près de l'Église

Je compte une bonne dizaine de cars de Stroumpfs et une invasion de petits hommes bleus.

— Ciel! Les « djeuns » neuilléens auraient-ils rejoint les rangs des banlieusards incendiaires de voitures?

Mes voisins de trottoir me rassurent.

— Non, c'est pour les manifestants: des sans-papiers et des mal-logés.

— Aïe! À Neuilly, ça fait tache! Il n'y a donc pas que des chefs d'entreprise surbookés qui n'ont pas le temps de s'apitoyer sur le sort des SDF?

Timides murmures de réprobation parmi les rares badauds qui se sont arrêtés.

— Même les immigrés et les chômeurs ont le droit de s'exprimer en France, non?

— Peut-être, mais pas dans un bastion gauliste et à l'heure de la messe.

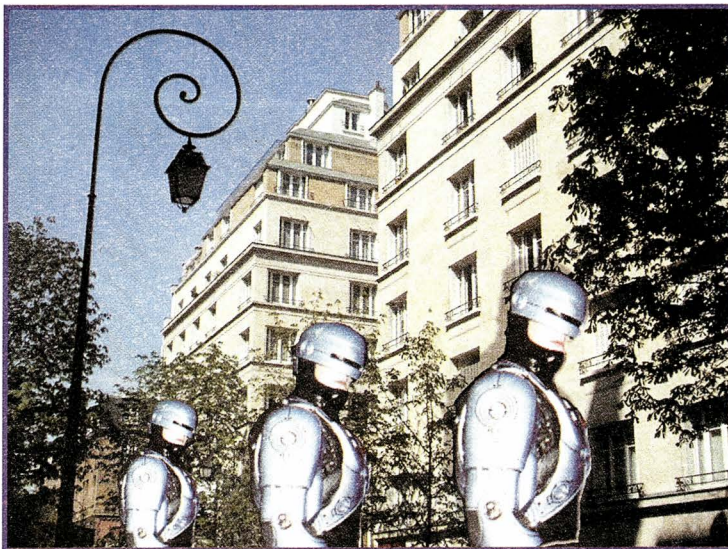
Et hop! Les messieurs en costume bleu marine poussent les Romanos vers les rames du métro.

— C'est drôlement seyant ces petites matraques à la ceinture. Et pratique.

25 décembre 2005

C'est pas le père Noël qui descend dans le HLM mais les « Tuniques bleues ». Toutes les commères sont à leurs fenêtres.

— Qu'est-ce qui se passe, qu'est-ce qui se passe?



Personne n'a rien vu, rien entendu. Normal, il ne s'est rien passé... Enfin, ça dépend des points de vue. Les poulets sont juste venus pour embarquer un sans-logis qui s'était réfugié dans la cave à cause du froid.

— Ils l'emmènent à l'hôpital, alors?

— Non, en taule. Allez, joyeux Noël et bonjour chez vous!

Début janvier 2006, un jour de semaine comme les autres, entre 19 et 21 heures

Retour dans le HLM. Décidément, il s'en passe des choses! Il y a trois ados qui discutent en bas de l'immeuble. Visiblement, l'un d'entre eux est éméché. Il parle fort et gesticule davantage que l'admet la bienséance neuilléenne. À mon avis, il n'a pas lu le guide du savoir-vivre de la comtesse de Rothschild. Question de culture! Bref, deux heures plus tard débarquent deux bagnoles estampillées « police nationale » et « gendarmerie municipale ». Faut bien ça pour les « troubleurs » d'ordre public neuilléens. Discussion animée avec les jeunes. Le plus exubérant est menotté, les mains derrière le dos, et emmené manu militari entre quatre gardes du corps. Regard surpris. Trop tard! Le Robocop de droite m'a vu froncer le sourcil et me gratter le menton.

— T'habites là, toi, il aboie.

— Euh, oui, m'sieur. Il a rien fait le jeune, je demande exactement comme ça parce que je ne parle pas bien la France et je ne sais pas faire une phrase qui ressemble à une question.

— Ah bon, si tu trouves ça normal, alors... crache le roquet bleu tout bleu de colère.

Un doute s'insinue dans mon petit cerveau. Je ne suis pas sûre d'avoir compris, alors j'opte pour le profil bas. Je regarde à droite et à gauche. Je ne vois toujours pas trace d'une éventuelle victime, ni de sang, ni même d'ambulance car-

bonisée. Le monsieur tout bleu lorgne vers ma cigarette. À tous les coups, il va me demander si c'est du tabac. Mais non, ses collègues ont poussé le gamin dans une des voitures, et tout le monde repart sur les chapeaux de roue. La tête d'une voisine apparaît dans l'entrebâillement de la porte d'entrée.

— Ouf! Ils sont partis? J'ai cru qu'ils allaient m'embarquer aussi.

— Bah, pourquoi?

— Va savoir! Il suffit que quel-

qu'un les appelle.

Samedi 21 janvier 2006, théâtre de Neuilly, vers 12 heures

Myriade de costumes allant du bleu marine au bleu roi en passant par l'azur, l'indigo et le lapis-lazuli...

— Mince! Mais que ne se passe-t-il pas encore?

— Un rassemblement de l'UMP.

— Ah! Mais ils ne sont pas chez eux ici? C'est pour qui le comité d'accueil?

— La confiance règne sur la planète bleue.

Le même jour vers 13 heures

— Il paraît que les chômeurs et les immigrés vont encore défiler.

— Vite! On déplace les marionnettes bleues du théâtre à l'hôtel de ville et on appelle quelques dizaines de bus à la rescousse!

À la mairie, deux heures et cinquante flics plus tard

Comme prévu, il ne s'est rien passé. La manif a été interdite par la préfecture. Il n'y a aucune trace d'agitateur mal logé, l'horizon est désespérément bleu.

Fin d'une journée ordinaire...

sous le ciel bleu de Neuilly, où la vie n'est pas toujours rose, finalement.

Alex

groupe Idées noires
de la fédération anarchiste

NB: À Neuilly, comme ailleurs, le bleu a tendance à déteindre sur nos vies. Le groupe Idées noires vous propose une petite causerie apéritive sur la militarisation de la société, mercredi 8 février à partir de 18 heures à Publico.

BOUM

UN NOUVEAU JOURNAL QUI PARAÎT, c'est toujours une bonne nouvelle, surtout lorsque le canard en question est libertaire et antifasciste. Celui-ci est publié par le tout récent groupe lyonnais du réseau No Pasaran, ce qui attristera les fachos et nous réjouira par la même occasion. Bien que ce soit là le premier numéro de cette nouvelle publication, le fond comme la forme sont maîtrisés, et on sent que ses auteurs n'en sont pas à leur coup d'essai. Boum reprend logiquement les communiqués du réseau No Pasaran, et publie aussi des textes inédits et plutôt intéressants, comme le témoignage sur les manif anti-G8 en Écosse. A la lecture de celui-ci, on peut d'ailleurs encore une fois se poser la question du déplacement vers ces sommets et les contre sommets qui en découlent : si l'initiative de village alternatif à Annemasse avait été assez positive par les pratiques concrètes qu'elle mettait en place, ce n'est pas visiblement toujours le cas (en même temps, le camping en Écosse sous la pluie...). Ce texte permettra en tout cas de relancer l'éternel (et pas superflu) débat sur les modes d'actions face aux saigneurs de ce monde. On y lira avec intérêt aussi la présentation et le « manifeste » de La Click, un collectif Hip-Hop basé sur Lille, qui, sur des bases autogestionnaires, publie un journal et des albums de Hip-Hop auto produits. Tout ça renoue avec l'essence même et les racines du genre. Dans leur cas, au-delà de tout le travail d'écriture et de projets sur des bases libertaires, c'est tout le système de diffusion qui est pris en compte, posant la question de la nécessité mais aussi des moyens pour reprendre la parole sans se la laisser confisquer par quiconque.



Rock Hardi

Rock Hardi vient tout juste de dégainer son 34e numéro ! Dans le chargeur de ce vétéran des fanzines rock'n'roll, vous y trouverez des interviews de Vibromaniacs, Parabellum, 25 ta life, et bien plus encore... dont un texte sur le retour des Bérus par Jean-Pierre Levaray...

Disponible pour 6,50 euros à Rock Hardi, 3 rue Beausoleil, 63 100 Clermont-Ferrand.

René Binamé

Pour celles et ceux qui ignoreraient encore (hélas !) le fantastique groupe belge René Binamé, il est toujours temps de prendre des cours de rattrapage en allant visiter leur site internet : <http://biname.propagande.org/> Vous y découvrirez leurs morceaux, et tout ce qu'ils ont à dire, ce qui n'est pas rien (dont un texte sur les droits d'auteurs qui vaut son pesant de cacahouètes). En plus de sortir des disques pas chers et excellents, et en plus de réaliser des concerts pas chers et excellents, les bougres produisent leur propre feuille d'info, « Aredge ». Et en plus on peut se la procurer sur internet, ou la recevoir pas courrier.

Vicking

Le « fanzine des musiques alternatives et indépendantes » reprend enfin ses activités ! En quelques années, cette publication du sud-est a trouvé un ton et une richesse (des informations à la pelle) qui en font une publication incontournable pour quiconque s'intéresse de près ou de loin à la musique au sens large, pourvu qu'elle ressemble à autre chose que la soupe qu'on nous sert à la télé ou sur la plupart des radios nourries à la pub. Sans sectarisme musical, mais avec une ligne directrice libertaire et rigolote, Vicking a réussi à garder le cap... Un travail de titan réalisé par un passionné, marathonien stakhanoviste des concerts qui font remuer la nuque. Vicking c/o asso A l'abordage, 8 rue du Donjon, 05 130 Tallard. vickingzine@aol.com (10 euros pour 6 numéros !).

L'interprétation du Coran

CHERS CAMARADES,

J'ai lu avec intérêt la « chronique » du Furet dans le *Monde libertaire*, n° 1421 du 12-18 janvier 2006 dans laquelle il est question de la position de l'islam concernant la consommation de l'alcool.

Le Furet cite deux versets du Coran, dont l'un pourrait laisser entendre que la consommation d'alcool est tolérée tandis que l'autre dénonce la chose comme étant une « abomination » (ou une « souillure », selon les traductions), et donc interdite.

Cette approche laisserait entendre que le croyant peut interpréter le Coran dans un sens « permissif » ou dans un sens « abolitionniste », selon le cas, selon qu'on est ou non fondamentaliste.

En réalité, la situation est plus simple, à condition d'avoir le « decodeur ».

Le Coran est dans une large mesure un texte prescriptif, c'est-à-dire qu'il définit ce qui est bien ou mal, ce qui est autorisé ou non.

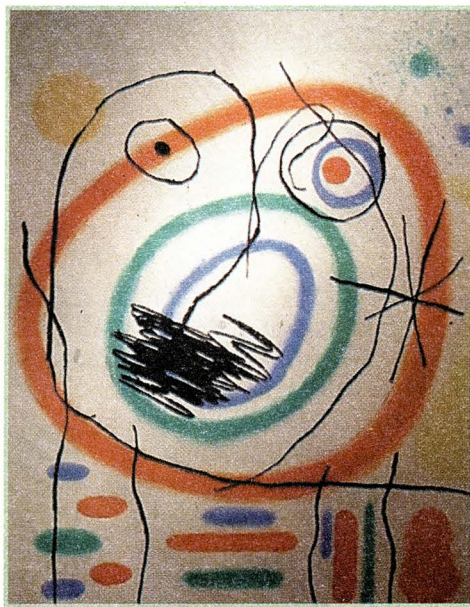
C'est sous la forme de « révélations » que Mahomet annonce au monde la parole de Dieu. Un problème se pose, Mahomet a une « révélation » qui lui vient de Dieu (souvent après une bonne nuit de sommeil), et le tour est joué.

Le Coran se présente sous forme de sourates, de 1 à 114, mais cet ordre ne correspond pas à la chronologie de la révélation établie par la Tradition. Ça serait trop simple.

Or les prescriptions – sur la question de l'alcool ou sur d'autres sujets – suivent une évolution chronologique qui, en l'occurrence, va dans un sens de plus en plus restrictif, et chaque révélation abroge la révélation précédente. L'ambiguïté vient précisément de ce que, contrairement au Code civil de la République française, toutes les versions de la « loi » se trouvent dans le même livre – et pas dans l'ordre, en plus.

Autrement dit, pour connaître le droit sur la question, il faut se référer à la sourate la plus récente qui traite de cette question, mais ce point d'information n'est pas donné dans le Coran.

Sur la question de l'alcool, il y a eu une évolution progressive vers l'interdiction. Dans la sourate « L'Abeille » (16, 67), il est dit :



Joan Miró : le Prophète encerclé

« Et des fruits des palmiers et des vignes vous retirez une boisson enivrante et une bonne nourriture. En vérité, il y a en cela un signe pour ceux qui sont intelligents. »

Si on s'en tient au texte, il n'y a pas d'interdiction, bien que certains commentateurs disent que cette sourate n'implique pas que la consommation d'alcool soit autorisée.

Souvent, c'est l'entourage du Prophète qui vient se plaindre d'une chose ou d'une autre, déclenchant ainsi une révélation. Un jour, Omar, qui deviendra le second calife, et un groupe de compagnons viennent se plaindre au prophète des méfaits de l'alcool, auquel les musulmans semblaient alors s'adonner allégrement.

Alors « tombe » la sourate « La Génisse » (2, 216) : les boissons fermentées et le jeu de hasard sont assimilés à un péché grave, mais on fait la part des choses : ces deux activités procurent du plaisir, bien que « le mal des deux est plus grand que l'avantage des deux ».

Un autre jour, après un repas bien arrosé, l'un des convives, un imam, commit un grave lapsus en récitant une sourate au moment de la prière du crépuscule.

Alors Dieu intervint de nouveau et fit descendre une nouvelle prescription :

« Ô vous qui croyez ! N'approchez pas de la prière lorsque vous êtes ivres, jusqu'à ce que vous sachiez ce que vous dites... » (4, 46.)

Donc, interdiction de se saouler aux heures des prières.

On perçoit la progression : l'alcool n'est pas interdit mais les conditions de sa consommation deviennent de plus en plus restrictives. Évidemment, comme toujours, il y a ceux qui font du zèle : de plus en plus de gens s'abstiennent totalement. Mais, pour l'instant, on peut encore prendre l'apéro entre la prière de

l'aube et celle de midi, et les fêtards peuvent picoler entre la prière du soir et celle de l'aube, ce qui laisse le temps de se dégriser.

Puis il y eut ce gueuleton où se trouvaient de proches compagnons du Prophète. On mange une tête de chameau rôti – un délice – on boit, on raconte des histoires, on se livre à des joutes poétiques. Bref, on s'enflamme. Et on s'envoie des vannes. Un des convives, qui a l'alcool agressif, prend mal la chose, saisit la mâchoire du chameau et assomme un convive dont il n'apprécie pas l'humour. Lequel va se plaindre au Prophète. Comme par hasard, Omar – un type qui ne devait pas être un marquant – se trouvait là. Au lieu de demander qu'on interdise d'assommer ses petits camarades avec des mâchoires de chameau, il demande l'interdiction totale de la consommation d'alcool.

Dieu entendit la requête et fit « descendre » le quatrième verset sur la question :

« Ô vous qui croyez ! Le vin, le jeu de hasard, les ansâb et les flèches du sort ne sont qu'une abomination de l'œuvre de Satan. Tenez-vous-en à l'écart ; peut-être alors serez-vous heureux. » (Sourate de la « Table servie », 5, 92.)

Désormais, la chose est entendue : interdiction totale de boire de l'alcool.

Malgré les apparences, il n'y a donc dans le Coran aucune ambiguïté. La consommation d'alcool n'est pas une affaire d'interprétation plus ou moins libérale du texte ; c'est une interdiction pure et simple, et parfaitement claire.

Heureusement, il reste au musulman une consolation : la Sourate de Mahomet (47, 16-17) donne une image du paradis qui a été promis à ceux qui craignent Dieu : « Là, il y aura des ruisseaux, dont l'eau sera incorruptible, et des ruisseaux de lait, dont le goût ne changera pas, et des ruisseaux de vin, délices de ceux qui boivent ; et des ruisseaux de miel limpide... »

Avoir en abondance au Paradis ce qu'on nous interdit sur terre, c'est tout de même frustrant. Mais là, on touche à l'essence même de la religion. Et ça, c'est une autre affaire...

Éric Vilain

Augustin Souchy

la vie d'un militant anarchiste allemand

C'EST DEVENU une lapalissade de dire qu'en France on connaît mal le mouvement anarchiste allemand. Rudolf Rocker, Gustav Landauer, Erich Mühsam, Max Nettlau, passe encore, mais Helmut Rüdiger, Augustin Souchy, et d'autres? Aujourd'hui on ne peut donc que se réjouir de la publication par les Éditions du Monde libertaire des mémoires d'Augustin Souchy, *Attention, anarchiste!* Une vie pour la liberté (paru en version originale en 1977 aux Éditions Trotzdem Verlag).

Né le 28 août 1892, mort à Munich le 1er janvier 1984, le camarade Souchy aura été de tous les combats. Antimilitariste pendant la Première Guerre mondiale, il participa au début des années 1920 à la construction de la Faud anarchosyndicaliste aux côtés de Rudolf Rocker. Dans cette période clef du mouvement ouvrier, il rencontra Buenaventura Durruti, Emma Goldman, Nestor Makhno, Alexandre Berkman, Kropotkine...

Au deuxième congrès de l'Internationale communiste, représentant non officiellement les syndicalistes, se renforcèrent ses critiques sur le marxisme-léninisme (Voyage en Russie, 1920. Berlin) malgré les « efforts » de Lénine qui voulait rallier à la cause de la révolution russe tous les syndicalistes révolutionnaires. En 1922, il est au bureau de l'AIT, organise en Allemagne le soutien à Sacco et Vanzetti, est rédacteur du journal de la FAUD, *Der Syndikalist*. À la prise du pouvoir par Hitler, il se réfugie en France où il est pris en charge par la CGT-SR. En 1936, en Espagne il coordonne avec Helmut Rüdiger la DAS (Deutsche Anarkosyndikalisten, anarchosyndicalistes allemands). Il écrira, en 1955, *Nuit sur l'Espagne*. Des anarchosyndicalistes dans la révolution et la guerre civile (réédité par Trotzdem Verlag en 2004). Durant la Seconde Guerre mondiale, ce sera l'exil au Mexique, pour, dans les années 1950, revenir en Allemagne d'où il sillonnera encore l'Europe et le monde entier.

La fin des années 1960 verra dans le mouvement libertaire international une polémique autour de la révolution cubaine, puis du Mouvement libertaire cubain en exil (MLCE). Que ce soit au congrès de Carrare (1968) ou à une Conférence anarchiste internationale (dans le début des années 1970 à Paris) des militants libertaires (Daniel Cohn-Bendit en tête) s'opposèrent à la présence des déléga-

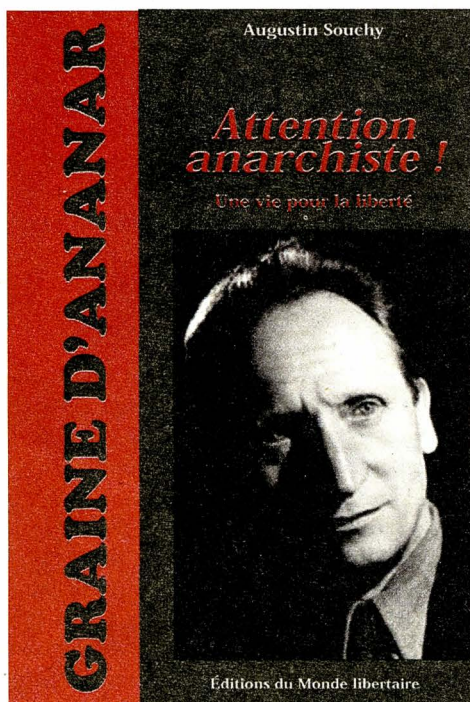
tions du MLCE, les accusant d'« être financés par la CIA ». Ils oublièrent que les nouvelles autorités cubaines avaient demandé à Augustin Souchy de rédiger une enquête « sur le sens des premières réalisations et des projets du régime castriste » (*). Cet ouvrage a fini au pilon! D'où la fatwa lancée contre le MLCE en général et Augustin Souchy en particulier. L'histoire jugera.

Nous ne pouvons que chaudement conseiller la lecture de *Attention, anarchiste!*, ouvrage qui retrace la vie d'un militant qui par l'écrit, la propagande et l'organisation, a toujours eu à cœur de porter l'idéal libertaire dans le combat quotidien. Quant aux germanophiles, on leur conseillera de consulter internet pour toutes les rééditions!

Thierry Porré

(*) Éditions CNT L'anarchisme à Cuba. Franck Fernandez. Témoignages sur la révolution cubaine. Augustin Souchy.

Attention, anarchiste! En vente à la librairie du Monde libertaire, 10 euros.



Jeudi 2 février

Si vis pacem de 18 heures à 19h30: Cours de rattrapage d'écriture antimilitariste. Invité: Rolland Hénault, auteur des « Propos du plouc ».

Vendredi 3 février

Koumbi de 10 heures à 12 heures: L'invité du jour sera Élisabeth MBAPPE pour « L'Histoire du syndicalisme en Afrique ».

Place aux fous de 13 heures à 14h30: Le groupe Mayhem Les diacres-saouls en direct avec un contre-portrait du groupe dit de "black Métal" Mayhem (groupe facho en vogue).

Samedi 4 février

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11h30: Interview de Gilles Heuré pour la sortie de sa biographie de Léon Werth (insoumis).

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30: Au pays d'Héloïse Souvenirs du Vietnam par Ngo Van (L'insomniaque).

Longtemps, je me suis couché de bonne heure 19 heures à 21 heures: Le Festival du Court-Métrage de Clermont-Ferrand et un programme musical proposé par Francis Gavelle.

Dimanche 5 février

Chants, contrechamps de 15h30 à 17 heures: Cinéma: Film "Le secret de Brokeback Mountain" de Ang Lee, Chanson: Invité Mathieu Rosaz pour son album "Je préfère les chansons tristes".

Lundi 6 février

Les mangeux d'érte de 9h30 à 11 heures: Réchauffement climatique: la croissance jusqu'au terminus?

Mardi 7 février

Des oreilles avec des trous (dedans) de 17 heures à 18 heures: Des musiques molles pour fous les tous.

Mercredi 8 février

Femmes libres de 18h30* à 20h30: Témoignages de femmes. Invitée: Caroline Fourest pour son livre « La tentation obscurantiste » (Grasset).

Trafic de 22h30 à 00h15: Trafic au campus! Fidèle à notre stratégie de la rencontre, le thème de l'émission: Banlieues brûlantes. Un retour sur les événements qui se sont déroulés dans le 93 avant Noël.

89.4 MHz
en région parisienne
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

Jeudi 2 février **Lutry (1 095 Suisse)**

Ainsi que les vendredi 3 et samedi 4 février, Serge Utgé-Royo sera en concert à L'Esprit frappeur.
Horaire: 20h30. Adresse: Villa Mégroz, 20, avenue du Grand-Pont.

Vendredi 3 février **Toulouse**

Le Collectif féministe libertaire toulousain (Cofelito) organise un débat autour du livre de Guillaume Carnino *Pour en finir avec le sexisme*, paru aux éditions L'Échapée. Ce débat aura lieu à la Fédération des œuvres laïques (FOL), 31, rue des Amidonniers à Toulouse, à 20h30.

Samedi 4 février **Marseille 1^{er}**

Rencontre organisée autour de deux écrivains du peuple Harry Martinson et Jean Giono sur les thèmes de la littérature prolétarienne, le voyage, le pacifisme et l'engagement politique. Un numéro de la revue *Marginales* sera publié à cette occasion à l'Alcazar, 58, cours Belsunce.

Paris 18^e

Présentation par l'éditeur, Éric Dussert, du roman de Victor Barrucand, *Avec le feu* (paru en 1900) qui retrace l'itinéraire d'anarchistes plongés dans les milieux littéraires de la fin du siècle et tentés par le terrorisme. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Bordeaux

À partir de 16 heures: projection de *Sous la pluie du nord* (documentaire réalisé par Natalia Zuluaga Ospina), suivie d'un concert, organisés

par le collectif Chiapas et la Clé, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, Bordeaux. librairiedumuguet@wanadoo.fr

Lyon 1^e

Projection du film *Le cauchemar de Darwin* suivie d'un débat avec les militants de l'Union de groupes anarchistes-lyonnais à 15 heures à la Librairie La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc.

Mercredi 8 février **Paris 11^e**

Apéro libertaire organisé par le groupe Idées noires sur le thème « Flicage et militarisation de la société ». Le principe est simple: amenez de quoi faire l'apéritif (pas forcément de l'alcool), discutez et partagez le tout, à la librairie du Monde libertaire, au 145, rue Amelot. Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Mercredi 15 février **Paris 11^e**

Débat autour du livre *ZUP! Petites histoires des grands ensembles*, en présence de l'auteur, Fred Morisse, au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

Jeudi 16 février **Merlieux (02)**

Le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Jocelyn Bézecourt de 18 heures à 21 heures à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Débat: « Laïcité, athéisme et anticléricalisme ». Apéro, table de presse. Entrée libre.

Ivry-sur-Seine (94)

Spectacle en soutien à Radio Libertaire du jeudi 16 au samedi 18 février avec Tristan

Corbière et Bernard Meulien qui viendront interpréter Gaston Couté, au forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, en face du vieux moulin. Métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, ligne 7. Réservations au 01 46 72 64 68 ou forumleoferre@club-internet.fr

Samedi 18 février **Paris 11^e**

Rencontre-débat autour du livre *Enquêtes sur la justice politique*, de William Godwin en présence de Alain Thévenet qui a traduit le livre. À la librairie du Monde libertaire, au 145, rue Amelot. Métro Oberkampf, République, ou Filles-du-Calvaire.

Samedi 25 février **Bordeaux**

À 19 heures: apéro-concert de soutien à la lutte zapatiste, organisé par le collectif Chiapas, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, Bordeaux. librairiedumuguet@wanadoo.fr

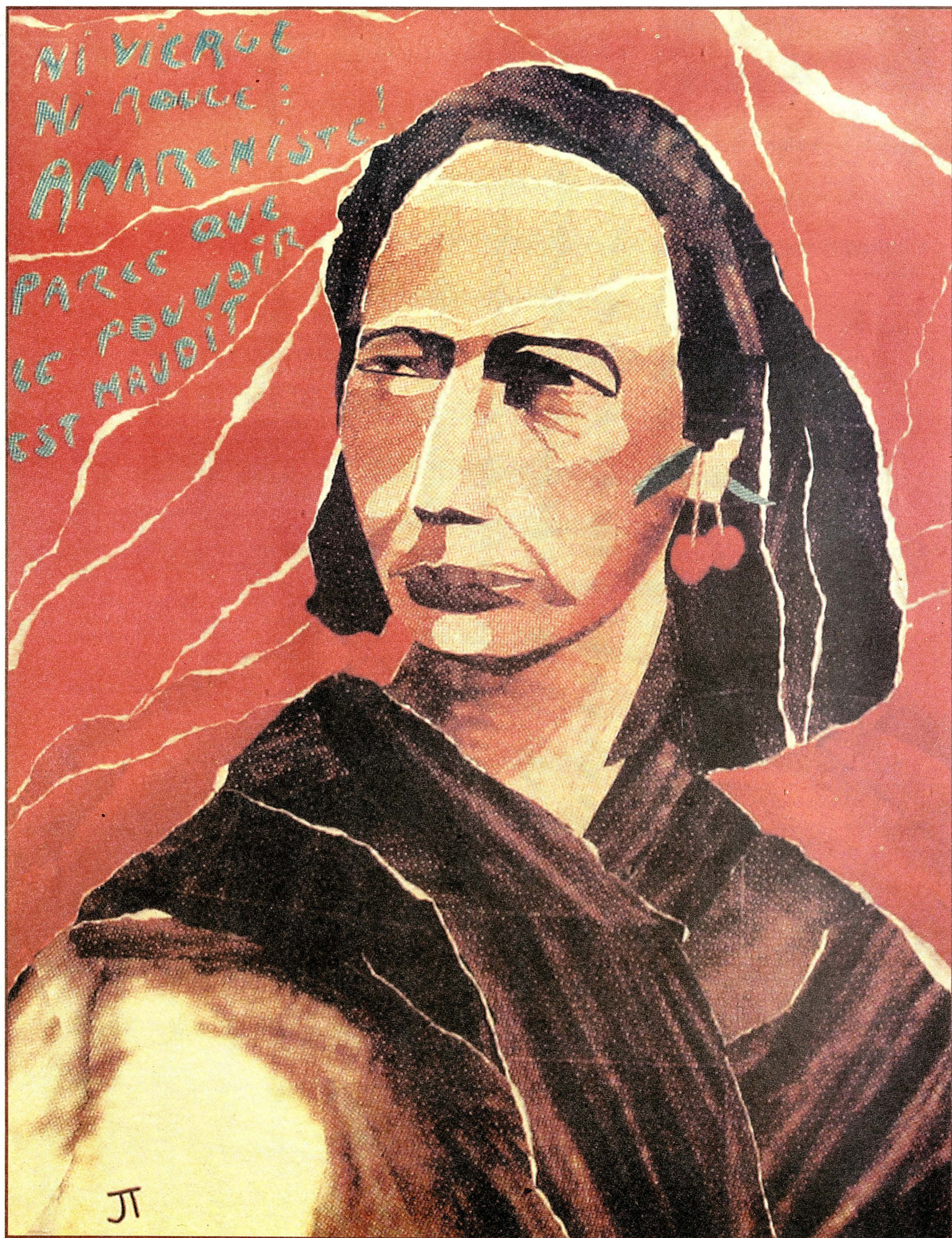
Chelles (77)

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique « Les réfractaires à la guerre d'Algérie », avec André Bernard, à 20h30 au 1 bis, impasse Émilie, près de la gare RER E.

Samedi 4 mars **Saint-Denis (93)**

Colloque organisé par les Éditions CNT-RP et la CNT-93: « Le syndicalisme révolutionnaire, la Charte d'Amiens et l'autonomie ouvrière », le 4 et 5 mars 2006 à la Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin. Métro: Saint-Denis-Porte de Paris (ligne 13).





NI VIEUX

NI NOUVEAU:

ANARCHISTE!

PARCE QUE
LE POUVOIR
EST MAUVOIT

П